

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 6 AVRIL 1978 - N° 672

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

PCF

## Centralisme démocratique ou bureaucratique ?

Les contestations internes au PCF mèneront-elles à des exclusions ? Non, répond Marchais, les têtes ne tomberont pas, «le panier restera vide». Le «sang» ne coulera donc pas, car, dit-il, «nous voulons le débat, la discussion, l'élaboration démocratique de notre politique». Curieux pour un parti dont les changements de ligne sont annoncés à la télévision avant que les militants en aient discuté.

Quel rôle joue cette référence sauvegardée au centralisme démocratique ? Laisser les désaccords s'exprimer à la base, sans effet réel sur les décisions de la direction ? Catherine Clément, militante du PCF et journaliste du Matin, écrit elle-même dans ce journal : «qu'on peut parfois se demander par quel paradoxe la liberté d'expression à la base peut servir d'alibi pour ne fonctionner nulle part ailleurs».

Lire notre article en page 4

## Formation du gouvernement

# OUVERTURE SUR ... UN NOUVEAU PLAN BARRE

A l'heure où nous mettons sous presse, la composition du nouveau gouvernement n'est pas encore connue. Toutefois, il serait bien étonnant que de grandes nouveautés en surgissent. Peyrefitte, Veil,

Bonnet seront sans doute dans les numéros sortants. Quelques personnalités «inattendues» chargées de symboliser l'«ouverture» seront probablement associées à cette nouvelle équipe. Mais

fondamentalement, rien ne changera pour les travailleurs. Le fait que l'ex-meilleur économiste de France ait été reconduit à son poste montre bien à la fois la volonté de poursuivre la même politique d'austérité, et la faible marge de manœuvre politique dont dispose la bourgeoisie au pouvoir. Sourd au mécontentement exprimé par les travailleurs, Giscard s'apprête à faire la même politique avec, pour l'essentiel, les mêmes hommes.

L'ouverture souhaitée par Giscard n'est pas encore réalisée. Les socialistes et les radicaux de gauche n'ont pas intérêt à «aller à la soupe» dans l'immédiat. Et le RPR s'oppose à cet élargissement de la majorité qui le rejeterait dans un rôle subalterne. Giscard a fait des avances très nettes au PS en particulier, en lui proposant une présidence de commission à l'Assemblée. Mais le groupe RPR a immédiatement protesté contre cette proposition.

Quoi qu'il en soit, de ces tractations politiques, avec peut-être des socialistes et des radicaux demain, sans eux aujourd'hui, l'équipe au pouvoir assurera la continuité pour faire payer la crise aux travailleurs.

Les documents exclusifs dont nous re prenons la publication dans cette édition montrent assez que la bourgeoisie a déjà arrêté les moyens qu'elle entend appliquer.

## SUD-LIBAN

Maintien de l'occupation sioniste  
Supplément de casques bleus français

# UN DANGER DÉNONCÉ PAR LA RÉSISTANCE



Les sionistes contrôlent la circulation sous l'œil bienveillant des casques bleus français.

Lire nos informations en page 9

PARIS

# GREVE GENERALE A LA CAF



C'est l'ensemble du personnel des centres d'allocations familiales de la Région Parisienne qui est en grève mercredi, en solidarité avec le personnel ATHQ de la CAF, dont la grève a commencé le 31 janvier. Une manifestation est également prévue devant le ministère de la Santé. Cette riposte est à la mesure de la grave attaque de la direction de la CAF contre les grévistes : elle prétend retirer d'un seul coup à tous ceux qui ont fait grève plus d'un mois et demi, l'intégralité de leurs salaires d'avril et de mai.

Lire page 6

## Exclusif : les dossiers de Giscard : une nouvelle menace pour l'emploi

Voir notre dossier en page 2

## «Normalisation» dans l'UD-CFDT du Rhône ?

Dans une conférence de presse tenue lundi, des représentants de l'UD-CFDT du Rhône ont présenté l'analyse de l'UD sur la situation après les élections. Ils ont évoqué ensuite les problèmes nés de la remise en cause par l'Union Régionale de la représentativité et du rôle du conseil de l'UD.

Lire page 5

## Italie : le PCI fait l'innocent

Lire page 9

## Meeting de soutien à la lutte de libération du Zimbabwe (Rhodésie)

Jeudi 6 avril à 20 h 30

Salle de l'AGECA

177 rue de Charonne - M° Alexandre Dumas

Avec la participation de  
EDDISON ZVOBGO  
Membre du Comité central de la ZANU  
chargé des relations publiques  
de passage à Paris

ORGANISÉ PAR LE COMITÉ ZIMBABWE avec le soutien du PCFml, de l'Humanité rouge, de l'OCF



## EXCLUSIF les dossiers secrets de Giscard

● Le rapport sur la politique du commerce extérieur, rédigé à la demande du Premier ministre, par le commissariat au Plan, dans le cadre de l'opération «pâquerettes» débute par un double constat.

1. «La France n'a jamais équilibré facilement ses échanges extérieurs depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Jusqu'en 1974, elle avait pu, bon an, mal an, y parvenir grâce à la conjonction d'une industrialisation active, du maintien de salaires relativement bas, notamment pour les ouvriers, et d'une certaine tendance à la sous-évaluation du franc». C'est donc bien au prix de l'exploitation la plus dure des travailleurs, intensification du travail, blocage des salaires et dépréciation de leur pouvoir d'achat, que la bourgeoisie, depuis 30 ans, a pu réaliser tant bien que mal l'équilibre de ses échanges extérieurs.

2. «Il est clair, ajoute le rapport, qu'aucun pays ne peut sortir seul de la crise...». Finis les rêves gaullistes des années 60, de faire de la France, une

grande puissance économique, la 3<sup>e</sup> du monde. Aujourd'hui, c'est le lourd constat de sa dépendance étroite vis-à-vis des échanges internationaux, de sa grande sensibilité, le plus souvent négative, aux mesures que les autres puissances importantes notamment américaine et allemande, sont amenées à prendre pour sauvegarder leur propre position sur les marchés mondiaux, pour sortir elles-mêmes de la crise. Aujourd'hui, de stratégie internationale, la bourgeoisie française n'a d'autres ressources que de guetter aux éventuelles relances des exportations mondiales, d'y accrocher son industrie tant bien que mal afin d'espérer ainsi une éventuelle croissance de sa propre économie : «En effet, si les exportations mondiales connaissent au cours des cinq prochaines années une expansion en volume très rigoureuse et si la France maintient sa place sur le marché international... aux yeux des rédacteurs de ce rapport tout semble permis : la relance, «la croissance créatrice d'emplois». Oui, mais...

## «Assainir pour résister à la concurrence internationale» :

# UNE NOUVELLE MENACE POUR L'EMPLOI

Les changements décisifs introduits en 1973-74 par les pays producteurs et exportateurs de produits énergétiques et de matières premières dominent. Pour l'économie française, ils agissent tout comme autant de pressions qui réduisent ainsi durablement les marges de manœuvres de l'impérialisme français, qui révèle au fond ses plus grandes faiblesses.

C'est ainsi que nos rapporteurs constatent que partout où se retourne la bourgeoisie française, sur la scène mondiale, elle ne rencontre que résistance, positions de force qui l'obligent à manœuvrer en recul. Du côté du Tiers Monde : «L'énergie et les matières premières sont devenues des biens coûteux que l'on ne peut gaspiller, surtout quand on n'en produit pas chez soi. Ce n'est pas tant, la hausse des prix qui constitue une nouveauté, c'est essentiellement le fait qu'elle ne conduise pas à une demande correspondante de biens et de services de la part des pays de l'OPEP». En d'autres termes, les auteurs du rapport reprochent, au Tiers Monde, de ne pas rendre (par l'achat massifs de biens manufacturés, par le recyclage des pétrodollars) ce qu'il nous prend par la hausse des prix ! Toujours du côté du Tiers Monde : «De nouveaux acteurs sont apparus sur la scène mondiale, qui viennent chasser sur nos territoires». Il s'agit d'abord de la Thaïlande, de la Corée du Sud, puis de l'Inde, de Singapour etc. et c'est alors que le piller des richesses du Tiers Monde crie à la spoliation : «Le risque est grand que des pans entiers de notre industrie risquent de disparaître devant la concurrence des pays en voie de développement». Du côté des autres puissances impérialistes, l'avenir ne semble pas plus serein : «L'inflation mondiale, le passage à un régime de changes flottants nous font entrer dans un système monétaire international que nous maîtrisons mal». Entendons par là que la France subira à nouveau les pressions les plus fortes.

Enfin une crainte supplémentaire : «Après une longue période d'affaiblissement lent, mais incontestable, l'influence américaine dans le monde s'est trouvée favorisée par les données les plus essentielles de la crise pétrolière. Le rôle mondial du dollar, la puissance des firmes multinationales et des banques américaines... ont redonné aux Etats-Unis, pour plusieurs années au moins, un leadership difficile à contester».

A ce sombre diagnostic de la situation économique internationale et des «perspectives» pour

l'économie française s'ajoutent de lourdes mesures pour l'avenir : «Il apparaît clairement... que le monde de la prochaine décennie ne pratiquera ni le libre-échange spontané, ni le protectionnisme déclaré, mais qu'il sera plutôt caractérisé par la mise en place d'un système... de libre échange organisé ou de protectionnisme déguisé». Dans ces conditions, la longue attente d'une reprise des économies américaine ou allemande aura été vaine et ne profitera qu'à une poignée de puissances...

«Il s'agirait d'un protectionnisme décroissant à l'égard des produits manufacturés des pays en voie de développement, en suite d'une série d'arrangements entre pays ou entre ensemble industrialisés en vue de préciser leur capacité productive au sein de secteurs souffrant pour long temps de sur-investissement» (comme la sidérurgie, en France, par exemple). Aussi, pour la gamme de «produits les plus élaborés», là où les victoires dans la concurrence internationale, sont décisives, «le secteur moderne de l'industrie française devra compter sur ses propres forces s'il veut s'assurer une place satisfaisante dans les échanges internationaux futurs de biens sophistiqués». Ce qui sera, n'en doutons pas, lourd de conséquences pour les travailleurs de ces secteurs : la compression de personnel, blocage des salaires, intensification du travail... Voilà le tableau brossé : un «environnement interna-

### «Un dualisme structurel» ou liquider l'ancien et moderniser le secteur moderne !

Les auteurs du rapport sont catégoriques. «La pression ainsi (l'environnement international) exercée sur l'appareil de production français est manifestement plus intense que celle qui a affecté des pays comme l'Allemagne, le Bénélux ou le Japon, car les structures productives de ces pays étaient davantage évoluées que celles de la France».

Au passage, les auteurs de ce rapport ne craignent pas de remettre en cause «la politique menée par les Pouvoirs publics» depuis 20 ans dans un style qui ressemble fort à celui des technocrates du PS. En effet, ils semblent avoir «contribué à une confortation insuffisante de l'industrie française qui s'est trouvée amplifiée par son dualisme structurel propre (un secteur archaïque, un secteur moderne), à propos duquel il semble que la politique de l'Etat ait été ambivalente et n'ait jamais de façon continue effectué un choix clair». De quoi s'agit-il ? En fait,



Une des réunions de l'OPEP. Les auteurs du rapport secret de Giscard voudraient bien récupérer auprès des pays du Tiers-Monde l'augmentation des matières premières.

tionnel» dont en fait on ne peut attendre grand chose d'ici 1983. Alors que faire ? Et c'est le couperet de l'assainissement, de la restructuration et de la modernisation qui pèse d'un seul coup sur la tête des travailleurs !

nettement plus forte que celle de la moyenne des rémunérations permettrait le nettoyage et l'adaptation industriels...». Quant au secteur moderne, il s'agit de

persévérer dans sa modernisation... au besoin avec l'aide substantielle des «Pouvoirs publics».

### Plan Barre contre Plan Rocard, mais politiques contre les travailleurs

C'est au niveau des solutions d'ensemble que le groupe de rédacteurs se divise, et cela selon leur propre avis. Cette division n'a rien d'un mystère. On devine aisément les inspirateurs des politiques débattues.

La première, d'inspiration barriste : «Une politique de gestion prudente mais offensive de la contrainte externe, combinée avec une action interne favorisant les productions d'avenir grâce à une progression accélérée mais contrôlée et orientée de la demande, aboutissant en quelques années à un retour à une croissance forte».

La 2<sup>e</sup>, à la Rocard, «une politique de «big push» (grosse poussée) négligeant provisoirement le problème du déficit et de l'endettement extérieur, provoquant un effort important d'investissement». En fait les divergences ne portent que sur les rythmes de retour à la croissance mais les politiques ont une chose bien commune : «Il faut soutenir et accompagner la restructuration qui est de toute façon

inévitable plutôt que d'aider... des entreprises sous prétexte de sauver des emplois». Les rapporteurs nous avaient bien prévenu dès le départ : il s'agit d'agir avec 1 500 000 de chômeurs (au moins !) en 1982. Quant aux promesses d'emplois, ce sera pour plus tard ! Quant au reste, il ne s'agit que des mesures déjà présentes (QDP 31 mars 78) dans le rapport sur la politique d'emploi, avec en plus «une libération progressive des prix» (!).

En conclusion, «l'analyse du passé récent, la constatation d'une absence de solidarité au niveau mondial ou au niveau européen, poussent la plupart des «experts» au pessimisme lorsqu'ils envisagent l'avenir». Pessimistes ou optimistes les experts de la bourgeoisie, se rangent tous sous le même drapeau : «Le remodelage des structures productives reste donc plus que jamais la condition sine qua non d'émergence d'une économie française à nouveau capable de croître».



# LE FAUX PAS DE CHIRAC

• Une claque pour Chirac, c'est comme ça que tout le monde interprète l'échec de la candidature Faure, investi par le RPR, au perchoir. Jusqu'à présent, Chirac avait su se ménager une ascension politique rectiligne.

6 ans suffisent en effet à ce haut fonctionnaire pour occuper le devant de la scène. En 1967, il commence par conquérir un siège de député et s'inscrit à l'UDR. C'est en 1972 qu'il devient ministre de l'agriculture, acquérant ainsi une dimension publique. Dans cette fonction, il s'illustre notamment par des propos violemment anti-allemands et anti-anglais. Un mois avant la mort de Pompidou, Messmer le nomme ministre de l'Intérieur.

## CHIRAC ET L'APPEL DES 43

La mort de Pompidou marque un pas dans l'approfondissement de la crise politique. Le gaullisme va-t-il survivre encore longtemps ? Chirac en tous cas joue la bonne carte en lançant l'appel des 43 au moment des présidentielles

de 74. 43 députés UDR invitent à voter pour Giscard, tandis que Chaban est le candidat officiel du mouvement gaulliste. Héritier du pompidolisme, ce dernier cristallise les tentatives de résistances de l'impérialisme français à la reddition devant les superpuissances. Giscard, lui, partisan de l'Europe voit la politique extérieure de la France d'une manière plus souple.

En récompense de ses bons et loyaux services, Giscard le jour même où il s'installe à l'Élysée, nomme Chirac 1<sup>er</sup> ministre. Il le restera plus de 2 ans, s'illustrant par ses prises de position fracassantes pleines de mépris pour la classe ouvrière. En même temps, il nourrit l'ambition de régénérer l'UDR. Dans cet esprit, il prend la tête du vieux mouvement gaulliste. Voilà qui n'est pas sans provoquer quelques

remous au sein de l'UDR, parmi les barons qui se voient usurper leur rôle antérieur d'inspirateurs clandestins.

## CHIRAC, ANIMATEUR DE LA MAJORITÉ, TRAVAILLE POUR LUI

Certains se mettent alors à parler d'incompatibilité entre la fonction de 1<sup>er</sup> ministre et le poste de secrétaire général ; Messmer, voyant déjà loin, juge Chirac « porteur d'avenir et candidat aux élections présidentielles dans 6 ans et demi ». Mais les contradictions passent au 2<sup>e</sup> plan quand Chirac est investi d'une mission de coordinateur de la majorité. Son action à la tête des gaullistes n'est plus guère contestée et Chaban semble prendre une retraite discrète. Mais pour qui travaille Chirac ?

Le processus qui aboutit à la création du RPR en

décembre 76, s'accélère avec la démission de Chirac du gouvernement en août. Les divergences avec les giscardiens ne font que se préciser. La tactique de Chirac, c'est de former un vaste rassemblement de tous ceux qui refusent tout rapprochement réformiste de la droite avec les radicaux et les socialistes. Chirac dramatise les enjeux électoraux de 77 et de 78.

Mais si le RPR a offert une certaine résistance à l'érosion en mars, son rôle n'en est pas moins réduit par rapport à la précédente législature. Les oppositions entre les gaullistes purs et durs et les nouveaux ne sont pas désamorcées comme vient le prouver l'épisode du perchoir. Chaban a pris sa revanche sur 74 et Giscard a su utiliser les luttes de factions. Un mauvais point pour Chirac. La balle rebondira probablement.

Marianne GIRARD



## CHIRAC CONVOQUE UN COMITÉ CENTRAL EXTRAORDINAIRE DU RPR

On apprenait mardi soir que Chirac avait convoqué pour mercredi dans la soirée à huit-clos, le comité central de son mouvement. Cette décision inattendue à quelques jours du congrès extraordinaire qui se tiendra dimanche a pour fonction : à la fois de tirer les leçons de l'«indiscipline» de Chaban et des députés du groupe RPR qui ont voté pour lui, et de faire le point sur la composition du gouvernement qui sera rendue publique juste avant la réunion du RPR.

L'échec de Chirac, par Edgar Faure interposé, pour la présidence de l'Assemblée ne suscite apparemment pas une réaction unanime au RPR. Une partie cherche plutôt à minimiser ce qui s'est passé, telle *La Lettre de la Nation* (voir par ailleurs) pour qui l'important est, dit-elle, surtout que «le perchoir» reste contrôlé par le RPR. D'autres, par contre, tel Guéna, le second de Chirac, parlent de «réelle discipline» et laissent entendre que celle-ci pourrait être sanctionnée. A l'évidence, la direction du RPR a examiné l'intérêt qu'elle pourrait avoir «à trancher dans le vif» et à

exclure Chaban et ceux qui, au sein du groupe, ont voté pour lui. Ceci aurait l'avantage d'homogénéiser le RPR et de peaufiner son image de parti de combat contre l'ouverture giscardienne. A ce propos, Guéna a déclaré à Radio Monte Carlo qu'il commençait à trouver «insupportable le terme d'«ouverture». En revanche, cette attitude dure de la direction RPR aurait l'immense inconvénient d'amenuiser les forces d'une formation qui a vu son avance sur les formations de l'UDF, qui est de trente députés, se réduire notablement par rapport aux élections précédentes. Pour cette raison et pour les répercussions que cela pourrait avoir sur les autres caciques du RPR, Chirac pourra difficilement se permettre de sanctionner le maire de Bordeaux. De toute manière, cette première défaite importante de Chirac depuis 74 ne sera pas oubliée. D'autant qu'elle constitue, au lendemain des élections, le premier d'une série d'accrochages qui seront bien plus graves (Parlement européen, ratification des accords de la Jamaïque, etc).

## Après la division sur le perchoir La division sur le partage des présidences de commissions

Après le perchoir, la droite et dans une moindre mesure la gauche, ont trouvé déjà une nouvelle occasion de se déchirer. Il s'agit bien sûr du partage des postes de présidents des commissions à l'Assemblée nationale. On se souvient que Mitterrand avait affirmé à l'occasion de sa visite à l'Élysée : l'offre par la droite de partager la direction des commissions serait la meilleure preuve de sa volonté d'ouverture. L'UDF avait rapidement répondu qu'elle était favorable à ce que la gauche dispose de la présidence de deux d'entre elles sur quatre. Le RPR, bien que de manière différenciée suivant ses porte-parole, s'était affirmé hostile à un geste qu'il juge au moins prématuré. Selon lui, il faut d'abord que la gauche ait fait la preuve qu'elle s'est assagie avant de lui concéder quoi que ce soit. En tout état de cause, dans l'immédiat, le RPR affirme que si l'UDF veut

concéder des présidences, elle n'a qu'à le faire sur celles qui lui reviennent...

Au delà des petites phrases et des déclarations, les deux grands groupes parlementaires de la droite, restent fondamentalement hostiles au partage du pouvoir dans les commissions avec le PCF. C'est ce qui apparaissait mardi, au soir d'une journée de négociations entre les présidents de tous les groupes parlementaires. Le PS quant à lui, affirmait qu'il n'accepterait pas que le PCF n'ait pas également sa part «à la proportionnelle». C'est Defferre qui en tant que président du groupe parlementaire PS a affirmé cela. Même s'il est difficile pour le PS de lâcher aussi vite son ancien associé, il est bien connu que Defferre n'a pas la réputation d'être un avocat irréductible du PCF. Le résultat de ces tractations sera probablement rendu public dans la soirée de mercredi.

## RÉACTION OFFICIELLE DU RPR

Le RPR est encore tout groggy de l'élection de son adhérent mais néanmoins rival Chaban à la présidence de l'assemblée. Il semble bien que Chirac n'envisageait pas la défaite d'Edgar Faure comme probable. C'est du moins ce qui ressort de la feuille de ce mouvement datée de mardi.

Bien qu'affirmant que l'événement est trop frais pour être analysé, Charpy s'inquiète de savoir s'il ne s'agit que «d'une péripétie comme la petite histoire parlementaire en a connu beaucoup, soit une modification des rapports de force à l'intérieur de la majorité avec toutes les conséquences qu'une telle modification serait susceptible d'entraîner».

Charpy évoque également «une autre affaire parlementaire dont on parle moins mais qui peut elle

aussi peser sur l'avenir».

Il s'agit, vous l'avez deviné, des présidences des commissions, dont on sait que le RPR est violemment hostile à ce qu'aucune d'entre elle soit concédée à l'opposition.

*La Lettre de la Nation* s'attache à montrer que ce serait la paralysie car le président de la commission serait minoritaire et ne pourrait collaborer avec des ministres dont par ailleurs il combattrait la politique. On ne saurait mieux exprimer le point de vue du RPR qu'en citant la conclusion de l'article : «A tous ces problèmes, l'opposition a proposé des réponses incompatibles avec celles que le prochain gouvernement veut offrir. Celui-ci aura déjà assez de mal à rendre les siennes cohérentes pour ne pas compliquer la tâche avec les embrouilles d'en face».

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Mitterrand en Bretagne !

Le parti qui-a-pour-projet-de-vous-rendre-le-pouvoir, le parti socialiste a donné mardi un excellent exemple de ce qu'il entendait par là. Mitterrand en personne s'est rendu en Bretagne ! Quelle sollicitude de la part de ce grand homme politique pour ces pauvres Bretons. Et hors période électorale s'il vous plaît. C'est rare ! Quand il s'était rendu au Larzac en été 74 il s'en était fait chasser tant il avait été ressenti comme étranger à la lutte des paysans du Causse. En Bretagne, il n'a pas connu la même mésaventure ; sa visite est quasiment passée inaperçue. La Bretagne n'a rien à faire de ces politiciens qui viennent s'indigner. Le PS est étrangement absent sur le terrain. Il y a quinze jours il avait refusé de s'associer à la manifestation de Brest qui avait regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes.

## CNIP ! CNIP !

Giscard a enfin promis à Motte, le responsable du CNIP, qu'il serait reçu à l'Élysée. On se souvient que le représentant de la plus petite formation de la majorité réclamait à cor et à cri cet honneur qui avait été rendu à tous ses homologues.

Par ailleurs, les neuf députés du Centre National des Indépendants et Paysans se sont inscrits comme suit dans les groupes parlementaires : 2 à l'UDF, 2 y sont apparentés, 1 s'est apparenté au RPR et 4 veulent rester non-inscrits. Cette dernière position est souvent meilleure pour faire la décision...

## Un débat sur Lip interdit dans un lycée de Besançon

Le club d'information du foyer socio-éducatif du lycée Louis-Pergaud de Besançon avait prévu de tenir une réunion sur le conflit de Lip et avait invité à cet effet des travailleurs de Lip ainsi que des représentants du patronat local. Les patrons, peu soucieux d'avoir à s'expliquer, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à cette réunion. L'union patronale est ensuite intervenue auprès du rectorat pour demander l'interdiction de la réunion, puisque tous les points de vue n'auraient pas pu s'y exprimer, les patrons s'abstenant !

Les sections SNES et SGEN-CFDT du lycée ont émis un communiqué de protestation, posant la question : «Qui fait la loi au rectorat ?»



# POURQUOI LE PCF SE RÉCLAME-T-IL ENCORE DU CENTRALISME DÉMOCRATIQUE ?

## POUR LES MARXISTES LÉNINISTES...

Quel intérêt un parti qui a renoncé à la révolution peut-il trouver à se réclamer d'un principe de fonctionnement qui régit l'activité des partis authentiquement communistes ? Dans un parti marxiste-léniniste, le centralisme démocratique est le principe de fonctionnement interne fondamental. Il implique deux aspects : la démocratie, qui ne signifie pas seulement le libre droit à l'expression de points de vue différents à l'intérieur

du parti, mais qui nécessite que les points de vue s'expriment sur la base d'arguments tirés de la pratique, suivant le principe «raisonner à partir des faits». Ce qui implique pour chacun la nécessité de se forger un point de vue scientifique et de s'en donner les moyens, par l'étude de la réalité concrète à la lumière du marxisme-léninisme. La centralisation est nécessaire dans un parti communiste pour que celui-ci élabore, dans chaque situation concrète, la ligne à suivre pour avancer vers son objectif

final. C'est l'application par l'ensemble du parti de la ligne ainsi définie qui permet de tirer un bilan sur la base d'une pratique unifiée et de procéder, sur la base de cette pratique, à l'enrichissement et à la précision de la ligne politique.

## ...ET POUR LES RÉVISIONNISTES

«Le centralisme démocratique se porte bien, nous avons toutes les raisons d'y rester attachés», déclare Paul Laurent. Que peut signifier cette réfé-

rence pour un parti qui a abandonné depuis longtemps l'objectif de la révolution ?

Pas seulement à affirmer le caractère démocratique de son parti. Marchais, parlant des vives voix qui s'élèvent actuellement dans son parti, déclare se féliciter de ce débat qui est le résultat selon lui «des efforts accomplis par le Parti au cours de ces dernières années précisément, pour développer la démocratie dans nos rangs à tous les niveaux».

Mais ce n'est pas le tout de la question. D'autres partis bourgeois se prétendent démocratiques sans avoir le même type de fonctionnement que le PCF. Les partis sociaux-démocrates reconnaissent fréquemment le droit de s'organiser en tendances politiques, les textes de résolution de leurs congrès résultent de savants dosages après tout un ballet d'amendements, motions et contre-motions. Ce n'est pas le cas du PCF. C'est à la télévision que les militants du PCF ont appris l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, les virages à 180° sur la force de frappe, sur l'élection du parlement européen au suffrage universel. Pour de telles questions, la direction du PCF ne s'est pas embarrassée d'organiser un semblant de débat démocratique dans ses rangs. Paul Laurent l'expliquait en ces termes : «Pas

de débat préalable, en toute chose : sinon, nous avançons sur la vie du congrès permanent, c'est-à-dire de l'absence de décisions claires pendant une longue période».

Certains oppositionnels du PCF dont la grande presse a publié les bonnes feuilles en viennent à redouter la suppression de la référence au centralisme démocratique.

Peut-on penser que le PCF va abandonner ce terme, s'il en a effectivement abandonné depuis bien longtemps la pratique ?

de débat préalable, en toute chose : sinon, nous avançons sur la vie du congrès permanent, c'est-à-dire de l'absence de décisions claires pendant une longue période».

Mais Paul Laurent a-t-il oublié que l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat a été annoncé, par Marchais, à la télévision, quelques semaines à peine avant le 22<sup>e</sup> Congrès. Cela était-il aussi urgent qu'il ne soit pas possible d'attendre. Une telle parodie de la démocratie aurait suffi à satisfaire certains de ceux qui aujourd'hui au sein du PCF contestent sa direction.

## LIBERTÉ DE BAVARDER

Que penser alors de ces déclarations de Marchais appelant au débat le plus large au sein de son parti ? Il affirme même qu'«il n'y aura aucune exclusion», même pour ceux qui expriment leurs divergences sur la place publique. C'est qu'en fait, les dirigeants révisionnistes ont tout intérêt à maintenir cette apparence de débat démocratique. Aujourd'hui, dans les rangs du PCF, il est possible sans se faire exclure, de critiquer, même virulemment, telle orientation, tel dirigeant. Mais en fin de compte, la clique dirigeante a les moyens de conserver les rênes. C'est ce que constatent, sans en

tirer les conséquences, les «oppositionnels». Molinas et Vargas, qui écrivent dans leur «dialogue à l'intérieur du PCF» : «Il n'y a plus de crime de lèse-dirigeant, ni même de crime de lèse-URSS, on peut dire merde à tout le monde. Pendant ce temps, le Bureau Politique réunit ses experts, ses commissions et décide de la politique à la manière d'un conseil des ministres dans une démocratie bourgeoise».

La référence au centralisme démocratique a une fonction bien précise : le droit formel d'exprimer des divergences sert d'alibi, mais surtout la référence au centralisme est nécessaire pour maintenir la cohésion autour de la direction qui impose son point de vue en fin de compte. Mais le débat «démocratique» lui-même est faussé dès l'origine. Si le PCF permet l'expression de certains points de vue divergents d'intellectuels, c'est que ceux-ci ne remettent pas en cause le projet du PCF, mais dissertent sur la meilleure manière de le faire aboutir. Des positions bourgeoises quelque peu différentes peuvent s'exprimer, la direction se prévaudra de cette apparence de démocratie pour imposer sa décision à tous, y compris à des militants qui pourraient contester la ligne sur le fond.

François NOLET



Le 22<sup>e</sup> congrès du PCF. Une parodie de centralisme démocratique.

## Avec plus de difficulté qu'auparavant LE CERES ENTEND CONTINUER A JOUER LE MEME ROLE

Un millier de militants du CERES se sont réunis le week-end dernier à Créteil pour définir leur tactique au regard du bilan des dernières élections.

On se doute qu'une part importante des discussions a été consacrée à la Convention nationale du mois prochain. Selon certaines informations, les contradictions qui seraient apparues à cette occasion auraient surtout porté sur les «thèmes» à mettre en avant dans la période qui s'ouvre.

Faut-il principalement mettre l'accent sur l'écologie, le féminisme etc. ou continuer comme par le passé «la politique politicienne» prônée par la direction du CERES ?

L'Assemblée se serait divisée exactement sur le comportement à adopter par rapport à la direction du PS. Faut-il la contester «en bloc» ou au contraire la ménager pour ne pas pousser à faire serrer les rangs ? A propos de la convention nationale du mois prochain, la minorité du PS aurait décidé de

présenter un texte «ouvert» et de voter «de quitus» à la direction du PS c'est-à-dire à lui donner sa caution pour son comportement depuis le mois de novembre, dernière convention nationale qui comportait un débat de politique générale. Le grand problème du CERES est visiblement d'appuyer le PCF dans ses tentatives pour s'amarrer le plus solidement possible le PS. Cependant, il ne peut se permettre de le faire trop ouvertement car les accusations «de crypto-PCF»

sont de plus en plus nombreuses en direction de Chevènement.

## CRITIQUER LE PCF ?

Par soucis de prendre en parole ses distances avec le PCF il a décidé de critiquer celui-ci «sans concessions». Une belle illustration de cette décision nous est fournie par l'interview au *Nouvel Observateur* dont nous avons rendu compte dans notre édition d'hier. Les quelques critiques portées au PCF sont noyées sous un flot de reproches à la direction du PS.

En effet, le CERES propose pour l'avenir que le PS prenne sa place d'une certaine manière dans la tactique d'union du peuple de France qui sera probablement dans les mois qui viennent celle du PCF. Pour cela les chevènementistes souhaitent la coordi-

nation de tous les mouvements qui gravitent autour de la gauche. On voit repindre là, la vieille idée des «comités de soutien unitaire» au Programme commun. C'est un ancien thème du CERES que de demander que l'union de la gauche «n'en reste pas une union au sommet». Il semble bien que le CERES comme le PCF ne rejette pas l'espoir que, le moment venu un nouvel accord dans le genre «Programme commun» soit signé entre les deux grands partis de gauche.

## POURUIVRE SUR LA MEME VOIE

Il est évident que le CERES est bien décidé à continuer comme avant à servir de relai au PCF. La volonté plus accentuée de la majorité du PS de faire d'avantage cavalier seul, d'affirmer plus qu'avant

## Nouvelles tensions dans la fédération de Côte d'Or du PS

La fédération de Côte d'Or du Parti socialiste rencontre à nouveau une grave crise. A l'unanimité moins un voix, (le CERES ne prenant pas part au vote), la Commission exécutive fédérale a décidé d'exclure de ses rangs deux candidats aux récentes élections législatives. Ceux-ci, animateurs du CERES sur la fédération avaient été désignés alors que la tendance Chevènement est minoritaire localement. Ceux des membres de la Commission exécutive fédérale qui sont également membre du CERES avaient tenu une réunion pour entériner la désignation des deux candidats en l'absence des autres membres de la CEF. Cela avait entraîné la dissolution de la direction fédérale. La direction nationale du PS était intervenue pour demander que la direction fédérale soit reconstituée en respectant l'influence de chaque courant.

Les deux exclus étaient maires de villes de Côte d'Or, pour l'un d'entre eux à Chenôve, deuxième ville du département. Il est reproché aux deux militants de s'être publiquement désolidarisés de la fédération au cours de la campagne électorale, et d'avoir abandonné leur charge de secrétaire fédéral.

Il faut s'attendre dans les jours qui viennent à la multiplication de règlements de compte de ce type dans plusieurs fédérations.

ce qu'elle appelle sa «spécificité» rendra même plus ardue la tâche pour les amis de Chevènement.

Il faut s'attendre à ce que dans les mois qui viennent, le CERES use de la double tactique qui

consiste à critiquer les distances que le PS prendra par rapport au PCF sans jamais aller trop loin, tant il est vrai que Chevènement et Mitterrand, ont besoin l'un de l'autre.

François MARCHADIER



## Meci : 400 licenciements officiels !

Depuis plusieurs semaines, des bruits persistants laissent entendre que plusieurs centaines de licenciements seraient effectués par la direction. Les plans de cette dernière viennent d'être mis à exécution : après le dépôt de bilan, la mise en règlement judiciaire vient d'avoir lieu. L'usine de Plaisir est menacée de fermeture et 180 ouvriers de l'usine d'Ossouin doivent être licenciés.

L'ensemble des agences de Paris, Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Metz doivent être fermées ainsi que la division «four» de l'usine de St-Mandé. C'est donc 400 licenciements sur 530 travailleurs que compte le groupe, qui risquent de tomber d'ici peu. Les travailleurs les refusent !

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant les locaux de l'entreprise Bel (fromageries) aux Launes, en Côte d'Or, à l'initiative des syndicats, pour exiger la réintégration de deux militants syndicaux CGT licenciés par la direction car jugés trop combatifs.

• Les postiers CFDT et CGT d'Orléans la Source ont campé en fin de semaine dernière, longuement, devant les locaux syndicaux pour s'opposer au déménagement de ces derniers aux «archives», un lieu complètement isolé. La direction des postes vient de faire appel à une entreprise privée pour faire accomplir cette sale besogne.

## Unalit (Côte d'Or)

### GREVE TOTALE POUR LES SALAIRES

Depuis lundi matin, à l'appel de leur section syndicale CGT, les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Unalit (spécialisée dans le bois aggloméré) à Saint-Jean de Losne en Côte d'Or, sont en grève totale. Avec ce mouvement, la quasi totalité des 200

salariés (ils travaillent en temps normal à la fabrication et à l'entretien) entendent voir aboutir une augmentation générale de leur salaire de 2,5 % ainsi que le paiement de primes pour rémunérer le travail en équipe et en continu.

# «NORMALISATION» DANS L'UD-CFDT DU RHONE ?

• Depuis plusieurs mois, une grave crise secoue le mouvement syndical dans le Rhône. Aux yeux de chacun, l'UD CFDT du Rhône est en «crise». A preuve, le compte rendu tendancieux du récent congrès extraordinaire départemental dans *Syndicalisme Hebdo* du 9 mars 78, (sous la plume du normalisateur de l'UD de Gironde, Decailion de la direction confédérale et de l'Héritier, responsable CERES de l'Union régionale CFDT), on y faisait un constant procès d'intention aux dirigeants élus du conseil et du bureau UD dont la validité était déjà contestée... depuis les choses se sont accélérées.

Le Monde parlait récemment de menaces de dissolution et la presse régionale soulignait à sa manière la profondeur des clivages entre les courants syndicaux réformistes PS et CERES et basistes (syndicalistes de lutte de classe), notamment sur le rôle respectif des syndicats et des Unions Interprofessionnelles de Base... A l'occasion d'une conférence de presse de l'UD CFDT du Rhône tenue lundi 3 avril sur la situation des travailleurs dans le Rhône et les perspectives de l'Union Départementale après les législatives, quelques éléments ont été apportés. Mais d'abord les représentants de l'UD, membres du bureau et du conseil élus au dernier congrès et que

conteste la Région CFDT, tenaient à présenter leur analyse de la situation sociale et politique. Sur la défaite de la gauche, ils montrèrent l'importance du rôle des querelles depuis septembre et «l'inadaptation» du Programme Commun. Ils firent remarquer que dans ces élections la gauche n'avait pas obtenu de mobilisation sociale et de «dynamique populaire», même et surtout après le 13 mars. Refusant de laisser un «traumatisme» né de la défaite de la gauche s'installer dans les entreprises faute de perspectives, les animateurs de l'UD présentés devaient indiquer qu'il faudrait tout mettre en œuvre pour remettre en route la mécanique de

l'action syndicale et lancer un travail en profondeur dans les entreprises. Par le débat et par l'action, il s'agit de créer le rapport de force pour imposer les revendications des travailleurs sans accepter aucun attentisme ni donner au gouvernement «100 jours pour convaincre». Le *Point du Jour* (quotidien PCF Rhône-Alpes) n'a bien sûr retiré de la conférence de presse que ce qui l'intéressait, en relevant qu'au plan des responsabilités de la défaite des 12 et 19 mars «le PCF n'est pas le seul à porter le chapeau» oubliant volontairement que si l'UD ne voulait pas que soit oubliée la responsabilité du PS, ce n'était pas pour minimiser celle du PCF, clairement accusé à l'occasion de cette réunion. Appelant à «l'action de classe et de masse avec la CFDT» les responsables de l'UD ont même relevé la stagnation en voix du PCF et la baisse de la CGT aux élections professionnelles.

Vinrent ensuite de nombreuses questions sur la situation interne de la CFDT du Rhône. Répondant aux questions des

journalistes, les animateurs de l'UD montrèrent que le problème n'était pas une querelle d'appareils ou un obscur déchirement éloigné des problèmes des travailleurs mais un vaste débat lié directement à l'appréciation tant de la situation sociale et politique qu'à la conception même du syndicalisme. Coexistent dans l'union départementale, deux types de syndicalisme qui ne recourent pas les «gros et les petits syndicats» comme certains le présentent, mais deux pratiques syndicales distinctes. L'une qui, s'appuyant sur une bataille juridique, de statuts syndicaux, entend accroître de fait le rôle et le poids des structures de type syndicats (professionnels) au détriment de l'expression et du rôle des structures plus proches des travailleurs (sections syndicales d'entreprises) et UIB (Union Professionnelle de Base) et qui se reconnaît largement dans le «syndicalisme de négociations» préconisé, par exemple, par le rapport Moreau.

L'autre qui prône un syndicalisme qui privilégie l'action d'entreprise et la coordination des luttes contre les journées d'action sans lendemain et les négociations globales. Un syndicalisme où les travailleurs de la base se retrouvent. Pressés de questions, les représentants de l'UD indiquèrent que de sérieux différends les ont opposés et les opposent encore à l'Union Régionale CFDT sur le fond de la pratique et de la démocratie syndicales.

Bien qu'un accord de «compromis» soit en discussion dans les syndicats, les choses semblent à l'heure actuelle loin d'être réglées, la représentativité et le rôle du conseil de l'UD étant mis en cause par l'Union Régionale et ceux qui reprennent son analyse dans le Rhône...

Quand on se rappelle le rôle du CERES dans l'Union Régionale et sa volonté de ne pas accepter de voir contester son hégémonie sur les syndicats et l'action des travailleurs dans la région, et sa conception toute particulière de l'union des forces populaires, on comprend que les interrogations soient pressantes. A la question d'une éventuelle dissolution de l'UD du Rhône, les responsables présents indiquèrent qu'il n'est pas possible de parler en ces termes... Par contre, tout laisse à penser qu'il s'agit bien d'une «normalisation» qui est en cours. Nous y reviendrons...

## Assemblée générale des militants CGT de la région parisienne

# Interrogations profondes et situation de la direction peu confortable

• Nous étions environ 3 000 dans la grande salle surchauffée de la Mutualité : c'est avec une attention extrême que les militants ont suivi le discours de René Buhl, secrétaire confédéral. Face aux diatribes d'Edmond Maire, aux interrogations des militants, il avait la lourde tâche de faire le bilan des élections et l'analyse de la situation.

A l'échec René Buhl trouve deux raisons : «Le patronat a tout mis en œuvre pour effrayer l'électorat» et «la gauche n'a pas réussi à rassembler toutes les victimes de l'austérité».

### • POURQUOI L'ECHEC DE MARS 78

Et d'ajouter «il y a encore beaucoup d'illusions réformistes chez les travailleurs» et cet aveu de taille «certains thèmes n'ont pas mobilisé, les nationalisations n'ont pas été comprises». Et de passer ensuite en revue les efforts de la CGT pour soutenir le Programme commun. Il faut lui reconnaître qu'ils n'ont pas manqué et que l'engagement de la CGT dans cette voie est à la mesure justement des interrogations que cela suscite dans ses rangs ! Car René Buhl

travailleurs dont une fraction reste arriérée, de la part de la fraction social-démocrate de la gauche, de la part des militants qui n'ont pas su convaincre.

### • LES RAPPORTS CGT-PCF

Il est une autre question mise sur la table de façon voyante par Edmond Maire qui voit là un bon moyen de se rapprocher de FO ou de la FEN, ce sont les liens entre la CGT et le PCF. Il serait trop long de transcrire toutes les déclarations de René Buhl sur l'indépendance de la CGT. Il n'en reste pas moins que les questions sont nombreuses car cela a constitué une bonne moitié de son intervention. Le tour de passe-passe est le suivant : «Il faut parler CGT, donc lire CGT, penser CGT. On n'a pas substitué le Programme commun à celui de la CGT».

Il est vrai que le PCF contrôle suffisamment la CGT pour y faire passer sa ligne. Les militants du PCF se battent ouvertement sous leur drapeau dans la CGT donc des imbéciles.

Il suffit qu'ils se réfèrent au programme de la confédération. Il n'empêche que les pratiques d'obstructions vis-à-vis de courants différents du PCF passent de plus en plus mal. René Buhl déclara : «La CGT doit être tolérante, ouverte. Le thème de la démocratie dans la CGT va être au cœur du 40<sup>e</sup> congrès». Reste à mettre les actes en accord avec les déclarations.

### • L'ACTION C'EST LA NEGOCIATION

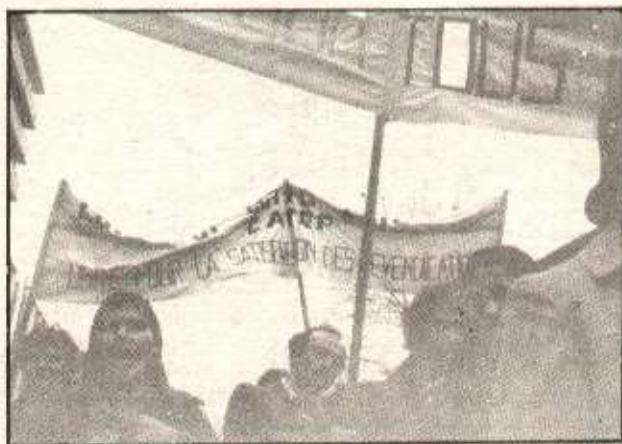
Sur les revendications actuelles, nous avons eu la primeur de révélations sur la rencontre Séguy-Valéry Giscard d'Estaing et de ces deux promesses de Valéry Giscard d'Estaing : «Qu'il y ait un examen d'ensemble CNPF-gouvernement-syndicats sur l'emploi et les problèmes qualitatifs». René Buhl : «On va voir si on peut discuter de ces problèmes ; c'est à nous de faire la pression maximum. Il ne s'agit pas d'aller vite vers un troisième tour social. Il faut

mobiliser avec des revendications concrètes, avec le souci de l'efficacité maximum sans retard et sans précipitation. Le mot d'ordre, c'est négocier des revendications». On y voit clairement l'inconfort de notre direction confédérale : après s'être engagée à bloc dans les élections, il faut retourner sur le terrain sans se faire déborder, d'où l'habileté à saisir la perche giscardienne de la concertation. Là, la CFDT, il est vrai, apporte un bon argument à René Buhl puisqu'elle refuse d'avancer toute journée nationale d'action. La division syndicale de directions liées à des partis de gauche différents a fait naître l'alibi pour éviter tout mouvement d'ensemble.

Il reste que le vaste débat d'idées qui se mène dans le mouvement ouvrier suite à l'échec électoral traverse actuellement la CGT. C'est au niveau des questions de fond de l'orientation que nous devons le faire porter.

Un camarade secrétaire  
de section CGT





Paris : Caisse d'Allocations Familiales

## GREVE GÉNÉRALE ET MANIFESTATION MERCREDI

Les organisations syndicales et le personnel ATHQ de la CAF, en grève depuis le 31 janvier, appellent l'ensemble du personnel des centres d'allocations familiales de la région parisienne à une journée de grève le mercredi 5 avril ainsi qu'à une manifestation devant le ministère de la Santé. La direction a en effet annoncé des décisions qui sont des atteintes sans précédent à la convention collective. Elle compte retirer à tous ceux qui ont fait grève plus d'un mois et demi, l'intégralité de leurs salaires, d'un coup, sur les payes d'avril et de mai, c'est la première fois qu'une telle décision est prise dans un organisme de Sécurité sociale ce qui montre clairement la volonté de la direction, du patronat et du gouvernement d'essayer de briser la très grande détermination des grévistes sans rien

céder sur leurs revendications.

Lundi, lors d'une conférence de presse, les administrateurs du CNFF de la Caisse d'allocations familiales ont en effet rejeté catégoriquement la principale revendication des grévistes, à savoir le niveau 6 pour tous les ATHQ, en invoquant le «respect de la hiérarchie des emplois» ! Le vice-président de la CAF a annoncé que «le conseil d'administration ne siègera ni sous la menace, ni dans l'atmosphère d'une grève injustifiée.» Ce qui veut dire que comme la semaine dernière, le conseil d'administration prévu pour le 5 avril risque de ne pas se tenir. Face à l'intransigeance du patronat et au silence du gouvernement, il est vital pour les grévistes d'élargir et de renforcer le soutien autour de leur lutte.

## Dunkerque : réparation navale

### LA GREVE CONTINUE

Depuis plus d'un mois, la réparation navale dans son ensemble est en grève à Dunkerque contre les licenciements et la diminution des salaires. Lundi 3 avril, des négociations avaient lieu : les délégués CGT se sont heurtés au refus du directeur départemental de la main-d'œuvre et des délégués patronaux d'indemniser à 100 % les «heures creuses».

Une seule proposition a été faite, à savoir la pré-retraite à 56 ans et 8 mois pour les ouvriers licenciés de Flandres-Industrie. Tandis que chez Ziegler, les piquets de grève se renforcent, quelques non-grévistes ont pu se réinstaller lundi matin dans leurs bureaux à l'entreprise Flandres-Industrie.

Pour ne pas céder aux revendications des travailleurs en grève, les patrons de la réparation navale préfèrent perdre des contrats... (plusieurs bateaux ont ainsi été remorqués vers d'autres ports, comme Anvers ou Le Havre) et des dizaines de millions.

### UN RÉCTIFICATIF D'IMPORTANCE...

Le patronat de la réparation navale a fait parvenir au journal *Le Monde* un rectificatif pour le moins plaisant ! Ces messieurs, en effet tiennent à préciser que le questionnaire qu'ils ont envoyé la semaine dernière à leur personnel demandait de rayer l'une des deux mentions suivantes : «Je déclare être :

- 1) pour le mouvement de grève.
- 2) contre le mouvement de grève et non pas : «pour la grève, contre la grève» comme l'avait indiqué *Le Monde* ! Un des patrons précise d'ailleurs qu'il s'agissait de prendre position sur l'opportunité du mouvement actuel. Le droit de grève n'est pas mis en cause par le patronat, qui demande cependant en contrepartie le droit à la «liberté du travail». Voilà une précision qui s'imposait !

## Fos sur Mer : Ugine Acier

# LUTTE POUR LA PRIME DE NUIT

Alors que la première équipe décidait de se mettre en grève immédiatement, une délégation de travailleurs sans délégués à ce moment-là, se rendait à la direction du service... mais sans aucun résultat.

### UNE COMBATIVITÉ RETROUVÉE

Aussitôt une nouvelle assemblée d'un quart d'heure décidait de poursuivre l'action ; les travailleurs allant voir les autres services dont les finisseurs qui ont la même revendication à la relève de 21 h, le poste de nuit décide à l'unanimité de poursuivre l'action. Jusque là, les travailleurs n'avaient pas fait appel aux syndicats, principalement la CGT qui est très largement majoritaire. Le lendemain, les travailleurs apprenant qu'un bateau attendait au quai de Marseille ; destination, la Chine et qu'il fallait encore charger 400 tonnes de barres acier inox. Aussi les camarades ont bloqué l'expédition. Vendredi, la section CGT intervenait à l'appel des travailleurs et proposait un quart d'heure d'information à l'entrée de l'usine. Les portes étaient laissées ouvertes pour laisser travailler ceux qui le voulaient, le but était de garder la direction dehors pour négocier tout de suite mais la direction CGT la laissait rentrer, ce qui soulevait la protestation unanime des travailleurs con-

cernés, ceci au profit d'une réunion paritaire patrons-syndicats, pour le lundi 3.

lundi (laminoir : secteur de production avant le parachèvement).

### UNE REPRESSION RENFORCÉE

Immédiatement, la direction a menacé de faire intervenir les CRS ; de plus, samedi matin, un huissier sillonnait l'entreprise avec un procès verbal tout prêt cherchant des prétextes pour inculper juridiquement les grévistes. La direction menaçait de lock-outer le laminoir pour le

### LES TRAVAILLEURS N'ONT PLUS CONFIANCE DANS LES NÉGOCIATIONS

A propos des déclarations confédérales d'après les élections et des paritaires (système de négociations réclamées par les confédérations), les travailleurs ont pour réponse : «Nous avons pris l'initiative de l'action nous-mêmes, nous entendons bien là

mener nous-mêmes, jusqu'au bout ; parce que nous n'avons plus confiance dans les paritaires et parce que nous voulons voir satisfaites nos revendications de suite et intégralement».

Les débats vont bon train et des contradictions vives agitent la CGT, certains disant : «Il nous faut une CGT révolutionnaire», d'autres proposant de mener l'action comme en 68. En même temps ces camarades sont écartés de la direction de la lutte. Certains militants du PCF se sont lancés à fond dans l'action. Des débrayages ont eu lieu un peu partout dans l'usine. La lutte continue.

Corr. Ugine Acier



## Braud St Louis

### Reprise sans enthousiasme mardi matin

Lundi en fin de journée, lors d'une assemblée générale ne rassemblant que 561 ouvriers sur 1 200 en grève depuis plus d'un mois, la décision de reprendre le travail a été prise. Les dernières négociations menées entre la direction et la CGT ont abouti au protocole d'accord suivant :

- 6 % d'augmentation de salaire.
- 7 f d'augmentation de l'indemnité de déplacement, (les grévistes réclamaient 17 F).
- Le patron s'est engagé pour l'avenir à ne faire qu'une seule grille de salaires, c'est-à-dire à supprimer les échelons intermédiaires.
- Suppression de la retenue sur le salaire de 12 F par jour pour les travailleurs qui ne sont pas logés sur le chantier ou dans les foyers SONACOTRA ; auparavant, même s'ils étaient logés par leurs

propres moyens, ils devaient tout de même verser 12 F par jour à l'EDF.

- Indemnité de reprise du travail de 300 F
- Une avance sur salaire de 500 F (qui pourrait être acquise si les travailleurs acceptaient de faire une heure supplémentaire par jour pendant 3 mois !!!).

Mardi matin donc, les travailleurs ont repris le travail sans enthousiasme. Cette longue lutte, a montré une fois de plus la détermination des travailleurs immigrés à se battre contre leurs conditions de vie et leurs salaires au rabais, malgré l'isolement et les difficultés financières.

Ils comptent bien maintenant faire le bilan, notamment des difficultés qu'ils ont rencontrées pour vaincre le mur du silence fait autour de leur lutte, et où la direction CGT porte une lourde responsabilité.

## Lyon, Bourg, Annonay : Therm Calhou

### 3 usines occupées contre la fermeture

Depuis le 13 mars, Therm Calhou (robinetterie industrielle) est en régleme industriel. C'est l'annonce de 219 licenciements sur 402 salariés entre Lyon, Bourg-Argental, Pélussin Annonay et dans les succursales de villes (Nantes, Nancy, Bordeaux). Une table ronde s'est tenue la semaine dernière à Bourg-Argental entre les délégués syndicaux ; le maire de Bourg-Argental est le préfet de la Loire. «Aucune solution ne semble avoir été trouvée dans la solution du conflit» ont estimé ce week-end, la CGT et FO. Les syndicats ont trouvé une contradiction dans les comptes de l'expert désigné par le tribunal de commerce. «Où est passée la différence entre l'équilibre théorique du bilan et la perte constatée par le rapport de l'expertise ?» s'étonnent les syndicats. Refusant les 219

licenciements annoncés, ils ont pris la décision de proposer aux travailleurs des trois établissements de Bourg-Argental, Annonay et Pélussin, l'occupation, qui est effective depuis le 31 mars. Les travailleurs ont massivement voté cette proposition en assemblée générale : depuis, les syndicats ont révélé que la direction avait proposé au comité d'entreprise le rachat de Therm Calhou par la société Zénith Aviation de Roche la Molière (qui avait réembauché de nombreux mineurs dans le cadre de la reconversion des houillères du bassin de la Loire). En fait, ce sont les locaux et machines qui intéressaient l'acquéreur mais sans qu'il y ait de garantie sur l'emploi. C'est pourquoi l'occupation continue.

Corr. St Etienne



## Foyer de l'Yser : la réponse du PCF

## «AIDEZ LA MAIRIE» !

Une soixantaine de travailleurs immigrés, résidents du foyer de l'Yser sont intervenus au Conseil municipal de Saint-Denis (93), pour rappeler leurs revendications. La municipalité PCF, continue de répondre par le mépris.

Logés dans des conditions déplorables, entre une usine de traitement des ordures, une de traitement des eaux, des lignes haute tension et deux grands axes routiers, dans des baraques métalliques sans aucun confort et sans hygiène, ils ont entamé la lutte depuis maintenant un an et demi. Ils continuent de refuser de payer les loyers pour des chambres de 42 mètres carrés où ils logent à 16, soumis à toutes les vicissitudes du temps. Le foyer, géré par l'OPHLM, s'est vu dans un premier temps l'objet d'une querelle entre deux municipalités, l'une PS, l'autre PCF... pour se rejeter mutuellement, la responsabilité de l'existence de ce foyer. C'est la municipalité PCF de Saint-Denis

qui finalement en héritera, tout en continuant à nier son existence. Et ça n'est pas faute d'information, puisque des membres du PCF sont par ailleurs à la direction de l'OPHLM, qu'ils ont reçu plusieurs lettres et eu connaissance de tracts où les résidents exposaient leurs conditions de logement et leurs revendications. Et ce n'est

qu'après une journée «portées ouvertes», le 11 mars 78 que deux conseillers daigneront se déplacer. Sans qu'aucune mesure ne soit prise pour autant. Les «travailleurs migrants du foyer de l'Yser» sont donc venus présenter leurs revendications au conseil municipal, qui ne peut donc plus ignorer. Berthelot, le maire, répondra

alors qu'il ne peut satisfaire à ces revendications, «que la solution ne peut se faire aux dépens des HLM de St-Denis». Puis il se lancera dans un couplet où il regrette l'augmentation du nombre de travailleurs immigrés dans sa ville ! Il est vrai que sa municipalité est l'une des sept de la Seine St-Denis à limiter la population immigrée des HLM à 15 % ! Et toutes ces municipalités sont PCF ! La réponse du conseil municipal sera celle de condamner le foyer pour insalubrité et de demander sa fermeture, sans relogement ! Les conseillers demanderont alors aux résidents «d'aider la mairie» en envoyant une délégation... auprès du conseil général, dont la majorité absolue est... PCF ! Les travailleurs partiront révoltés et conscients que la municipalité ne cédera que par la lutte. Leurs revendications restent le droit à un logement décent, un loyer modéré, être relogés ensemble.

Pierre CHATEL

## 400 habitants privés d'eau à Gennevilliers

400 habitants d'une cité de transit de Gennevilliers sont privés d'eau depuis quatre jours. La société gestionnaire, la CETRAFA dont le président est le préfet, ne payant pas les notes d'eau, le fournisseur en a coupé l'alimentation.

Construite pour résorber un bidonville en 1966, la cité le devient à son tour : aucun entretien n'est effectué, ce qui accélère le délabrement progressif de cette cité, occupée essentiellement par des familles immigrées.

Lanternier, le maire PCF de Gennevilliers, semble moins préoccupé du logement de ces habitants que de la limitation de la population immigrée à 15 % dans les HLM !

## Au collectif anti-marée noire

## «VOLONTAIRES MAIS PAS BÉNÉVOLES»

«Nous sommes pour le volontariat, mais contre le bénévolat». A l'issue d'un débat, le collectif anti marée noire de Rennes s'est unifié sur cette position. Un collectif qui regroupe de nombreuses organisations, entre autres les écologistes et l'UOPDP. Les partis de gauche qui s'étaient associés à la préparation de la manifestation de jeudi dernier n'ont plus refait surface depuis.

Le collectif a engagé son action dans plusieurs direc-

tions. Vers les bénévoles pour débattre du principe légitime de la rémunération de ceux qui travaillent.

— Pour informer les bénévoles de l'utilisation qui peut être faite de leur travail, par exemple certains aident à transporter les casiers d'huîtres des gros ostréiculteurs qui ne manquent pas d'argent, alors que les petits ostréiculteurs n'ont pas les moyens de prévenir les autorités...

— En direction de la mu-

nicipalité PS de Rennes qui vient de débloquer 5 millions d'anciens francs. Par l'intermédiaire de l'Office Social et Culturel, la mairie organise des départs dans les limites d'hébergement : 45 personnes sont parties de cette façon.

«Nous avons demandé à la municipalité de porter plainte contre les pollueurs pour être remboursés des frais engagés. Il n'y a pas de raison que le coût de l'opération retombe sur la

population de Rennes par le biais des impôts locaux», déclare-t-on au collectif anti marée noire.

**Collectif anti-marée noire**  
Maison du Champ de Mars, 6 cours des Alliés.

Rennes Tel : (99) 30 16 49

## Au dossier noir de la Marine nationale

## LE DROLE DE SAUVETAGE DU «DUPERRE»

Le drôle de sauvetage du «Duperre», navire-amiral, escorte d'escadres anti-sous-marins. Une perle de la marine nationale.

Eh bien même sur les perles de la marine nationale, il y a des officiers qui font des erreurs de navigation. Une commission d'enquête l'a reconnu officiellement.

Le 12 janvier dernier donc, le «Duperre» talonne dans le Raz de Sein. Et que se passe-t-il quand un navire amiral est en difficulté ? Qui va chercher l'équipage et les ouvriers de l'arsenal qui sont à bord ?

Les bateaux de sauvetage de la marine nationale ? Non. Ils ne peuvent pas s'approcher, la mer est trop forte !

Les hélicoptères ? Non plus. Contrairement à ce que prétend *France-Soir* du 18 janvier.

Peut-il alors compter sur lui-même ? Non plus. Et c'est le plus grave. Après le talonnage, plus d'électricité à bord. Et donc plus de radio, plus de phares et surtout plus de canots de sauvetage, parce qu'ils sont munis d'un système hydraulique qui marche... à l'électricité !

Heureusement l'alerte est donnée à l'île de Sein, et c'est le canot de sauvetage de l'île qui malgré les creux de 4-5 mètres, la violence du vent, en pleine nuit réussit à évacuer 217 personnes.

Ainsi donc, des chantiers de la marine nationale sortent des bâtiments bénéficiant dans certains domaines des perfectionnements de la technique,

mais dans certains domaines seulement : les armes, les radars, sonars, etc... La sécurité, elle, passe après. Le minimum n'étant même pas réalisé : plus d'électricité pour utiliser les canots de sauvetage !

On devine alors quelles sont les préoccupations de ceux qui conçoivent ces bâtiments ! Charger ceux-ci d'une foule d'appareils très sophistiqués, autant pour la détection que pour l'armement ou tout autre gadget fraîchement sorti des tiroirs de la science comme l'ordinateur de plusieurs centaines de millions du «Duperré». Mais penser à la vie ou aux conditions de travail de ceux qui vivent sur ces bâtiments, c'est une autre affaire !

Ainsi, on en arrive à ces aberrations. Quand un navire-amiral talonne, son équipage n'a plus qu'à faire sa prière. Et compter sur les pêcheurs et sauveteurs du coin. «On a frôlé la catastrophe» affirment les syndicats ouvriers de l'arsenal. «Tout est fait comme si rien ne devait arriver». Et pourtant il y a des talonnages, des chaudières qui explosent comme sur l'Aconit au milieu de l'arsenal.

C'est parce qu'il y a ces négligences, les erreurs dans la conception des bateaux et tous ces accidents que les comités de soldats réclament depuis leur création un contrôle sur les conditions de sécurité dans les bases et sur les bateaux.

Extraits de  
«Tonnerre de Brest»  
Journal du Comité  
des marins de Brest

## EDF DIVERSIFIE SA PRODUCTION

Non contente d'exercer le monopole de la distribution de l'électricité, elle envisage de se lancer dans l'élevage d'alevins et de crustacés en utilisant l'eau de refroidissement (donc réchauffée) de ses centrales, tant nucléaires que classiques.

Les alevins seront soumis à un passage de trois ou quatre mois dans des bassins d'eau de mer ou d'eau douce ayant servi au refroidissement de la centrale. La température de l'eau étant d'environ 23°, les alevins devraient se développer plus rapidement qu'en milieu naturel où la température ambiante est plus basse. En effet, la chaleur modifie les métabolismes et stimule la croissance. Cette phase, dite de «prégressissement» permettrait d'avoir une production quasi-régulière

d'alevins, supprimant la baisse enregistrée pendant les périodes froides.

Les essais se sont déroulés près de Marseille, à la centrale (au fuel) de Martigues-Pontau, et semblent pouvoir passer du stade expérimental à la production, comme le confirme un responsable de cette opération : «Les résultats des essais engagés depuis juillet 1975 sont suffisants pour passer à une phase de production.»

Après l'utilisation de cette même eau de refroidissement pour chauffer les serres ou les habitats, un nouveau débouché qui peut être rentable pour EDF, mais n'en pose pas moins le problème du rejet de ces eaux dans les fleuves ou les rivières où elles auront été prélevées.

La chaleur, si elle agit sur les alevins, n'en agit

pas moins sur la faune et la flore. Là aussi, elle modifie les métabolismes et, de ce fait, bouleverse l'équilibre biologique des fleuves. Ainsi les courants d'eau chaude, qui se mélangent très difficilement, créent des zones avec leur spécificité. Le réchauffement de l'eau diminue son oxygénation, chassent tant des espèces animales que végétales au profit d'autres espèces moins friandes en oxygène, telles les «algues rouges» qui, tout en proliférant, chassent d'autres espèces.

EDF rentabilise toujours davantage ses centrales. Cette fois-ci, comble de l'ironie, elle le fait par l'utilisation rationnelle d'une conséquence de sa production qui, par ailleurs, bouleverse tout le milieu écologique !

P.C.





## Mulhouse

## Les chantiers de l'A 36 évacués par les flics

L'occupation par les écologistes du chantier de l'autoroute A 36, entre Mulhouse et Chalampé n'aura duré que 10 jours. Hier il a été le théâtre d'un spectacle par trop connu car souvent répété en Alsace depuis des mois, les forces du désordre, en nombre, ont mis fin à l'occupation du chantier, sur l'ordre du sous-préfet, à la demande des services de l'Équipement. Le film de l'agression se déroule ainsi : sur le terrain quelques tentes, des buvettes en bois, et la rotonde de rondins qui avait été mise en place lors de l'occupation du pylône EDF d'Heiteren. 07 h 30 : la gendarmerie signifie une première fois à la quinzaine de personnes sur place de quitter les lieux. 9 h 30 : les responsables de l'Équipement se rendent sur le chantier, ceux-ci proposent un délai de réflexion jusqu'à 13 h, une trentaine d'écologistes assistent au va et vient gendarmerie, représentants de l'Équipement, sous-préfecture. Avant 13 h, délai de réflexion accepté par les militants de l'A.F.R.P.N. (Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature), une cinquantaine de flics interviennent, un échange d'invectives et de coups s'en suit, la charge de gendarmes pour le moins rude réussit ; toutefois l'affrontement ne durera que 20 à 30 minutes, 20 à 30

minutes interminables, car les écologistes fidèles à leur philosophie et comme ils l'avaient manifesté lors de leur occupation, n'opposent aucune véritable résistance, leur philosophie de combat n'est autre que la résistance non violente, les flics n'hésiteront pas alors à se livrer à de véritables actes de vandalisme, tentes et buvettes sont enlevées par ces dignes descendants d'un ordre révolu. La rotonde «historique», celle qui occupait par le passé le site d'Heiteren aura droit à plus d'égards, ce sont les bulldozers qui la démoliront sans hésitation aucune. Sur leur lancée les bulldozers commenceront alors à remblayer le terrain, jonché encore par quelques sacs à dos et autres effets appartenant aux écologistes.

Les écologistes qui depuis 4 ans ont déposé un recours au Conseil d'État pour s'opposer au prolongement de l'A 36 à travers la forêt de la Hartz, jusqu'au réseau autoroute allemand ne comptent pas en rester là, le 15 avril prochain à l'occasion de la journée de l'arbre ils organiseront un cortège funéraire à la mémoire des 240 000 arbres qui seront saccagés par l'autoroute dans la Hartz, le 1<sup>er</sup> mai, un nouveau rassemblement à vélo sur le chantier est proposé.

## Organisée par la CES «Journée Européenne» contre le chômage

La C.E.S. (Confédération Européenne des Syndicats) qui rassemble 31 centrales syndicales dont, pour la France, la CFDT et FO, organisait ce mercredi une «journée européenne pour l'emploi». Les 40 millions d'adhérents de la CES étaient appelés dans 18 pays européens à protester contre la montée du chômage, selon des modalités différentes dans chaque pays : débrayages, assemblées générales où interviendraient des responsables du syndicat. A Paris, Edmond Maire participait ce mercredi matin à une conférence de presse, en compagnie de syndicalistes du DGB allemand, de la CGIL italienne, de la FGTB belge et de l'UGT espagnole. Il devait y rappeler que de 74 à 78, le nombre des chômeurs dans les pays du Marché Commun est passé de 4 à 7 millions. En Europe, c'est le Portugal qui est le plus touché : 30 % des travailleurs sont chômeurs !

Commentant cette initiative de la CES, Henri Krasucki, de la CGT, s'en

est déclaré solidaire tout en affirmant qu'une «action vigoureuse» n'est pas possible en France sans la CGT. Il a rappelé la demande d'adhésion de la CGT à la CES, demande rejetée jusqu'ici. Ces déclarations ont été faites au cours d'une conférence de presse tenue au Palais-Bourbon, à l'occasion d'une délégation CGT à l'Assemblée nationale, mardi après-midi. La CGT y a rencontré les députés pour parler des problèmes de l'emploi. Contre toute vérité, Krasucki s'est permis d'affirmer «s'agissant de l'emploi, la CGT a fait preuve d'une constance, d'une continuité et d'un esprit d'initiative dans l'action qu'on ne saurait sous-estimer». Comme exemple de cette initiative, il a cité la délégation à l'Assemblée nationale et la journée d'action du 21 février ! Il a d'autre part annoncé une déclaration prochaine de la CGT, suite à la «réponse préoccupante de la CFDT» à sa lettre du 29 mars, où la CFDT était accusée de réformisme.

## Un travailleur mauricien condamné pour «usage de faux papiers»

# CE QUE N'A PAS DIT LE TRIBUNAL

● A la 31<sup>e</sup> Chambre correctionnelle du tribunal de Paris, les affaires de faux papiers sont courantes et les condamnations souvent lourdes.

Pourtant, mardi, le jugement rendu à propos d'une affaire de ce genre, ou plutôt d'une affaire de papiers délivrés irrégulièrement, car rien ne prouve qu'il aient été contrefaits, a sonné différemment. Ahmed, travailleur mauricien soutenu par le MTM, a été condamné à 1 000 F d'amende et Venditi, son employeur qui lui avait procuré les faux papiers, à 4 mois avec sursis et 800 F d'amende. L'absence de peine de prison pour l'ouvrier mauricien prouve que

«Le 28 mars 77 à 13 h 40 — les rapports de police sont précis — K., ouvrier dans la confection est arrêté dans la station de métro Austerlitz, pour vérification d'identité». Pour la présidente du tribunal, qui s'exprime à propos de la police avec un petit sourire — mais que veut-il dire ? — l'affaire a commencé là. Et de son point de vue, du point de vue d'un juge d'instruction qui ne s'en est tenu «qu'aux faits» les plus facilement vérifiables, cela se comprend.

Les papiers de l'ouvrier turc n'ont pas été délivrés régulièrement. Interrogé par la police, il reconnaît les avoir achetés à son employeur, Venditi. La police se rend dans l'atelier de confection, où elle trouve sept ouvriers en situation régulière, et trois ouvriers possédant de faux papiers. Entre temps, elle découvre que l'ouvrier turc avait été l'objet, en 75, d'un arrêté d'expulsion dont il n'avait jamais eu connaissance. On le lui fait signer, bien qu'il ne lise pas un mot de français, et le voilà expulsé. La police, poursuivant son enquête, découvre que les papiers ont été remis à l'employeur par une yougoslave employée dans un autre atelier de confection, que celle-ci avait été contactée par un chauffeur livreur yougoslave, lui-même contacté par un certain Hassan... L'enquête s'arrête là. Le chauffeur livreur s'est bien rendu au tribunal, mais les autres intermédiaires ont disparu sans que la police ne cherche à les retrouver. Affaire banale, en quelque sorte.

### «ILS PROMETTAIENT DES MERVEILLES»

Pour Ahmed Lallamode, comme pour des milliers de travailleurs mauriciens, elle ne l'est pas. En 1974, à l'île Maurice, on chante les mérites de l'émigration vers la France «les agences de voyage nous disaient qu'on trouverait facilement du travail, qu'on serait payé quatre fois plus qu'ici, que la famille pourrait venir... Le paradis ! Pour payer le prix du voyage, on vendait tout ce qu'on avait». Arrivé en France, c'est la désillusion immédiate. Le paradis, c'est la peur, l'impossibilité d'avoir des papiers, de

l'action organisée en faveur des travailleurs mauriciens, leur mobilisation, a de l'impact. D'ailleurs, le gouvernement s'est engagé à ce que les 1 600 Mauriciens «irréguliers» soient régularisés d'ici le 15 septembre. Il faut cependant remarquer que 1 000 F d'amende représentent une très forte somme pour un ouvrier immigré. Ahmed sera peut-être régularisé, mais il n'a pas à payer pour un «délit» dont il n'est pas responsable.

Car les vrais responsables, bien évidemment, n'étaient pas sur les bancs de la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle.



trouver du travail, sauf dans des conditions de bête de somme, dans les petits ateliers, situés dans des caves ou des greniers, où il faut dormir sous les machines, après une journée de travail à longueur variable. «Le gouvernement français le savait, explique M<sup>r</sup> Dupont Monod, défenseur d'Ahmed. Deux mille Mauriciens sont arrivés. Des charters entiers étaient loués spécialement. En 1975, le Mouvement des travailleurs mauriciens informe le gouvernement de ce gigantesque trafic, qui ne peut qu'aboutir à un travail clandestin». On répond au MTM qu'il n'est pas question de régulariser les Mauriciens, tant que le flux ne sera pas arrêté. La lutte s'engage, épaulée par le MTM. Grèves de la faim, campagnes d'information, organisation des Mauriciens. Le gouvernement cède partiellement : 650 sont régularisés. Pourquoi les 1 400 autres ne le sont-ils pas ? Aucune justification n'est donnée. «Ahmed avait fait une demande de régularisation, comme ses compatriotes, précise l'avocat. Il n'a pas de réponse. Alors quand un patron lui dit qu'il peut lui fournir des papiers, provenant de la préfecture de police, essayez d'imaginer ce qu'ont pu être ses réflexions sur les administrations qui sont censées délivrer les papiers».

Ahmed est d'autant plus surpris lorsqu'on lui dit, à la suite d'une interpellation dans le métro lui aussi, que ses papiers sont faux, qu'il avait subi deux vérifications dans les mêmes conditions et qu'un visa de retour au pays lui avait même été remis, sur la vue de ces papiers !

### DE LA CRÉATION AUX ATELIERS CLANDESTINS

De même qu'elle a bien peu cherché à remonter les filières de papiers illégaux au plus haut, «il s'agit probablement d'un trafic d'influence», estimait l'avocat, la justice ne s'est guère penchée sur les principaux bénéficiaires du trafic de main d'œuvre mauricienne, ou pakistanaise. L'inspecteur du travail du quartier du Sentier, en place depuis quinze ans, doit avoir quelques lumières à ce sujet : les ateliers clandestins y sont florissants, mais, curieusement, lorsque l'inspecteur du travail rend visite aux ateliers, on prévient les ouvriers «irréguliers» de ne pas venir.

En haut de la pyramide, on trouve des maisons de création souvent cotées. Les grands noms de la couture y conçoivent les modèles, ont leur propres ateliers de coupe, puis distribuent le travail à des «entrepreneurs», c'est-à-dire à de petits ateliers de

confection, souvent montés par d'anciens ouvriers de confection.

Au départ, tout se passe bien. Les maisons de création imposent leurs prix, mais il y a du travail — la crise du textile est loin — Puis on explique à l'entrepreneur qu'il ne va pas assez vite, qu'on ne lui passera pas de commandes s'il ne produit pas plus. On est prêt à lui fournir des machines, mais qu'il se débrouille pour trouver la main d'œuvre qualifiée. Des Mauriciens, par exemple. Les confectionneurs ont essayé de remonter leurs prix, pour échapper à la situation irrégulière dans laquelle ils sont. Et c'est précisément à ce moment que se produit la floraison d'ateliers clandestins, et l'arrivée des Mauriciens. Un hasard, bien sûr.

Inventions que tout cela ? Au 66 rue Notre Dame de Nazareth, un confectionneur du nom de Sookun travaillait pour un «créateur» de la rue du Faubourg St Antoine, Alain de Berval. Au rez de chaussée, on trouvait un atelier normal. Mais il y en avait aussi un au 4<sup>e</sup> étage, et un autre au N° 62, irréguliers, ceux là, avec des paillasses sous les machines.../

De tout cela, le procès n'a pas parlé.

Eric BREHAT



## Sud-Liban : les troupes sionistes s'installent

# POUR L'OLP, LES TROUPES FRANÇAISES REPRESENTENT UN DANGER

Alors que les correspondants militaires israéliens annoncent un retrait des troupes sionistes du Sud-Liban rien de tel ne semble se produire sur le terrain. Dans les villages qu'ils occupent, les sionistes dynamitent les maisons des habitants qui ont du s'enfuir et tentent de s'assurer le contrôle de la population restée sur place, en mettant en place une administration fasciste, en liaison avec l'extrême-droite libanaise. D'autre part, les troupes d'occupation fortifient leurs positions, en creusant des tranchées et en élevant des barricades. De leur côté, les forces palestiniennes et patriotiques travaillent à renforcer aussi leurs positions, notamment à Sour (Tyr). Les casques bleus, en particulier les paras français continuent

de s'installer dans les zones où ils sont censés servir de tampon entre la Résistance et les sionistes. Leur installation actuelle ne semble donc pas accompagner un retrait des troupes sionistes, comme cela devait être leur rôle conformément à la résolution 425 de l'ONU qui prévoyait le retrait israélien. Mardi, un accrochage a eu lieu entre troupes sionistes et forces palestiniennes et patriotiques, alors que le général ghanéen, Erskine rendait visite aux casques bleus français.

Dans une interview, Abou Ayad, dirigeant de l'OLP a déclaré qu'on pouvait craindre que les forces de l'ONU ne soient détournées de leur but normal et initial qui avait été de prendre position à la frontière Liban-Palestine après que les troupes

sionistes aient évacué le sud. Les casques bleus pourraient être déployés dans tout le Liban et, pour Abou Ayad, «le but de cette préparation serait d'évincer la Syrie du Liban, d'internationaliser la question libanaise et de liquider la Révolution Palestinienne au Liban». Le dirigeant de l'OLP a mis en cause à ce sujet le rôle que pourraient jouer notamment les contingents français et iraniens. A ce sujet, la presse libanaise faisait état au début de cette semaine d'une augmentation des troupes françaises qui passeraient de 600 à 2 000 hommes et de l'envoi à ces troupes de matériel lourd offensif et de 500 véhicules (beaucoup pour 600 hommes !). En tout cas, 250 paras français seraient déjà en état d'alerte, prêts à être ache-

minés, en supplément du contingent français de 600 hommes prévu initialement.

Alors que l'intervention impérialiste, par l'intermédiaire des casques bleus, se précise, les Etats-Unis envisagent une ingérence directe en réactivant leur programme d'aide militaire à l'armée libanaise. Une délégation militaire américaine est arrivée dimanche à Beyrouth pour s'informer des «besoins» du Liban «en vue de reconstituer ses forces armées», des forces où l'extrême-droite aurait une large part et qui seraient utilisées pour écarter, une fois de plus le Liban, de la participation à la lutte de libération arabe, alors que le territoire libanais est aujourd'hui directement occupé.

## Levée de l'embargo américain sur les armes pour la Turquie



sur Chypre. La semaine dernière, il avait envoyé le secrétaire d'Etat Christopher à Ankara pour mettre au point cet accord. Reste toutefois à le faire ratifier par le Congrès.

La décision de Carter, qui laisse les mains libres à la Turquie à Chypre, a été vivement critiquée en Grèce, où, préventivement la police monte la garde

devant les bâtiments officiels américains. Plusieurs personnes de l'opposition réclament la fermeture des bases de l'OTAN en Grèce en représailles. A Chypre, le président Kyprianou, tout en déplorant la décision américaine, a demandé à la population de garder son calme, affirmant qu'il fallait faire confiance au Congrès américain.

## ITALIE APRES LES RAFLES, LE PCI FAIT L'INNOCENT

Alors que le bilan des rafles policières de lundi était de quarante et une arrestations, cent vingt-neuf interpellations et deux cent trente trois perquisitions, Aldo Moro est toujours introuvable, et mardi un nouveau communiqué des Brigades Rouges, le quatrième a été découvert avec une nouvelle lettre du secrétaire général de la Démocratie Chrétienne. Il s'adresse aux dirigeants de son parti en ces termes : «Ne serait-il pas possible de donner à mon problème, l'unique solution positive possible sur le plan de l'opportunité humaine et politique en envisageant la libération des prisonniers politiques des deux cô-

tes... Je me sens un peu abandonné par vous. Que Dieu vous éclaire et le fasse vite, comme c'est nécessaire». Après cela, même si Moro réchappe de son rapt, il risque fort d'être mort politiquement ! Le PCI, dans sa presse, s'est étonné des rafles policières qu'il a caractérisées comme une «intervention aveugle de la police». Pourtant, le parti révisionniste, depuis plusieurs mois, pour faire accepter sa participation au pouvoir, s'est voulu le meilleur défenseur de l'ordre bourgeois. C'est lui qui déclarait, par la bouche de Berlinguer à la dernière conférence nationale ouvrière que «la tâche principale de la classe ouvrière,

## Iran : offensive populaire contre le régime fasciste du Chah

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE IRANIEN !  
A BAS LE REGIME FASCISTE DU CHAH,  
VALET DE L'IMPERIALISME US !  
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE !

MANIFESTATION DE SOUTIEN,  
PLACE DE LA BASTILLE  
VENDREDI 7 AVRIL A 18 h 30

Comité provisoire de coordination des unions d'étudiants iraniens en France pour la solidarité avec l'insurrection populaire de Tabriz (U.E.I.F. - CISNU).

Soutenue par : LCR, OCF (ml), OCT, PCR(ml), UCF (ml), PSU, GUPS (Palestine), UEEF (Membre de la FMEE).

## Sahara : le Front Polisario occupe la ville de Bir Lahlou

Dans la journée du 31 mars, l'Armée de Libération populaire sahraouie a investi et libéré la localité de Bir Lahlou. Dès la matinée du 30 mars, la garnison marocaine a été encerclée et soumise à un tir intensif d'armes lourdes. L'assaut a été donné le lendemain : la garnison a dû abandonner ses positions et évacuer la localité. Des lourdes pertes ont été infligées aux troupes d'occupation, 46 militaires ayant été tués. Une importante quantité de matériel militaire a été récupérée par l'Armée de Libération.

## GREVE DE LA FAIM CONTRE L'EXPULSION D'UN MILITANT MAROCAIN

La femme de Smihi Said, militant marocain réfugié en Algérie depuis le 29 octobre 1977, a commencé le 4 avril une grève de la faim, à la Bourse du Travail de Gennevilliers. Elle exige la suppression de l'arrêté d'expulsion de son mari et son retour en France.

## MAURITANIE

La Mauritanie doit recevoir prochainement quatre chasseurs bombardiers Pucara qui seront utilisés dans la guerre contre le peuple sahraoui. Des négociations sont en cours entre le gouvernement d'Ould Daddah et l'industrie militaire argentine pour un accord définitif.

## MAROC

De nouveaux procès sont en préparation à Meknès où 100 prisonniers attendent d'être jugés. Parmi eux, Belbekir, vice-président de l'UNEM, arrêté depuis 1973 et qui depuis un an était au secret.

## IRAN

Les affrontements se multiplient en Iran. Un bilan publié par des organisations iraniennes fait état de 75 morts, 350 blessés. Le 31 mars, 50 personnes auraient été tuées dans la ville d'Ispahan. Ce mouvement immense dure depuis plusieurs mois notamment depuis le mois d'octobre et paraît s'étendre sans cesse, car les prisonniers politiques iraniens ont déclenché une grève de la faim depuis le 11 mars et une grève de la soif. Ils réclament un droit de visite étendu, le droit à l'information et une révision de leur procès. Le 15 mars, ils ont été brutalement matraqués par la police et le lendemain la foule venue les soutenir a été violemment réprimée.

Carter vient de parvenir à un accord avec le premier ministre turc Ecevit pour un accord de coopération et de fournitures d'armes d'un milliard de dollars, en échange duquel le gouvernement turc devrait autoriser la réouverture des 26 bases américaines en Turquie.

Cet embargo avait été décidé en 1974, alors que la Turquie venait d'occuper la moitié du territoire de Chypre. Le gouvernement turc avait répliqué par la fermeture des bases américaines. Cette mesure était grave pour les USA car la Turquie est un maillon important dans le dispositif de l'OTAN au Sud de l'Europe face aux forces du pacte de Varsovie. Un premier accord avait donc été signé par Ford, mais il avait été repoussé par le Congrès. Carter avait vou-

lu attendre pour faire passer cet accord que la Turquie fasse «un geste» sur la question de Chypre. Or, il n'en a rien été. Le gouvernement turc, en effet, a voulu obtenir cet accord aux moindres frais. Il a menacé les USA de commander des armes à l'URSS. En effet, la Turquie a développé ses relations économiques avec l'URSS, ce qui donne au social-impérialisme d'importants moyens de pression sur ce pays, ce qui a fait craindre à Carter qu'il ne tombe définitivement dans son orbite. Récemment, Ecevit avait menacé de boycotter la réunion des chefs d'Etat de l'OTAN et avait annoncé un voyage à Moscou. Cette attitude avait incité le président américain à faire avancer les choses, sans attendre de concessions



**INTERNATIONAL**

**Ethiopie :  
100 000 prisonniers  
politiques**

Organisé par l'Union des étudiants éthiopiens en France (membre de la FMEE),

**Meeting-débat  
vendredi 7 avril à 20 h**

27 avenue de Choisy  
M<sup>o</sup> Porte de Choisy

Sur :

- les crimes de l'URSS dans la Corne de l'Afrique
- la guerre réactionnaire en Ogaden
- le génocide en Erythrée
- la résistance populaire armée face à la répression barbare de Mengistu.

**ALGÉRIE : POUR DES  
NÉGOCIATIONS  
GLOBALES AVEC PARIS**

Dans un communiqué officiel publié dimanche, le gouvernement algérien a répondu favorablement aux propositions de renégociation des accords d'Evian faites par Giscard au début de la campagne électorale.

Dans ce communiqué, le gouvernement algérien précise : « Les relations entre l'Algérie et la France tirent leur importance de la position respective des deux pays dans le bassin occidental méditerranéen... Elles sont donc indissociables des problèmes de la sécurité dans la région ». Il ajoute : « Pour sa part, le

gouvernement algérien abordera le dossier de la coopération de manière positive et globale, les rapports économiques et politiques étant naturellement complémentaires ».

En insistant sur le caractère global de cette négociation et sur l'importance des questions de sécurité, l'Algérie entend aussi mettre sur le tapis la question de l'intervention de l'impérialisme français dans la guerre du Sahara aux côtés des régimes expansionnistes et demander des comptes à Giscard à ce sujet.

**Publicité pour  
les racistes dans  
la presse d'Hersant**

Dans *Le Figaro* de mardi s'étaie sur une demi-page une publicité de l'ambassade d'Afrique du Sud intitulée : « L'application de sanctions paralyserait mon peuple, déclare un leader noir d'Afrique du Sud ». En fait de « leader noir », il s'agit de Buthelezi, chef tribal et fantoche du gouvernement raciste. L'encart donne la parole à d'autres fantoches, avec des citations du genre « si les investissements étrangers se tarissent, le niveau de vie va baisser chez nous de manière affolante et les Noirs seront les premiers à en souffrir ». La fin du texte invite à s'adresser à l'ambassade pour recevoir des « informations » sur l'Afrique du Sud. A l'heure où, après l'embargo sur le matériel militaire, les sanctions économiques contre les régimes racistes, réclamées par les pays africains, sont à l'ordre du jour, cette propagande est particulièrement scandaleuse, puisqu'elle fait croire que les Noirs sont opposés aux sanctions contre le régime raciste. Les appels de Winnie Mandela et d'autres dirigeants du mouvement de libération pour un boycott économique n'ont pas connu une telle diffusion.

Une question se pose : est-ce vraiment une publicité payée ou un soutien désintéressé d'Hersant à une cause qui lui est chère ?

**ANGOLA**

On annonçait à la fin de la semaine dernière la présence du président angolais Agostino Neto en URSS pour une « visite de travail et d'amitié » privée. En fait, il y serait depuis le 20 mars pour subir un traitement médical. Mais à Moscou il n'est pas possible d'obtenir de ses nouvelles.

**BULGARIE**

Un groupe d'opposants vient de faire une déclaration en six points appelée « déclaration 78 » pour la défense des droits de l'homme en Bulgarie.

**Afrique australe :  
APRES LE VOYAGE  
DE CARTER**

Contrairement aux évidences, Carter a tiré un bilan positif de son voyage dans le Tiers-Monde, en Amérique Latine et en Afrique. Il a déclaré qu'il n'a rencontré qu'« amitié et affection pour les Etats-Unis », ajoutant : « Ce voyage, de même que celui que j'ai fait il y a trois mois, montre que notre pays se prépare à faire face au monde de l'avenir ».

Au Nigéria, les déclarations de Carter condamnant formellement le régime raciste d'Afrique Australe n'ont suscité aucun enthousiasme : le ministre des Affaires Etrangères a publié un communiqué dans lequel il souligne à nouveau que l'embargo sur les armes décidé par l'ONU est insuffisant et qu'il faudrait interdire tout

prêt et tout investissement à l'Afrique du Sud. A ce sujet, Carter avait répondu de manière désinvolte : « Je crois que le général Obasanjo serait plus enclin à prendre une décision d'embargo que je ne le suis ».

En ce qui concerne la relance du plan anglo-américain pour le Zimbabwe, Graham, diplomate britannique et Stephen Law, ambassadeur américain en Zambie doivent procéder à une série de consultations en rencontrant le Front Patriotique, les chefs d'Etat des pays de la ligne de Front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie) et en se rendant à Salisbury et Pretoria : les anglo-américains prévoient une première rencontre en avril avec la Grande-Bre-

tagne, les USA, les Etats de la ligne de Front et le Front Patriotique. Ils comptent organiser une deuxième réunion en mai, avec Sithole et Mozorewa, complices de Smith, ce qui, bien entendu, est beaucoup plus problématique.

A l'occasion de son voyage au Nigéria, Carter a également mis en garde l'Afrique du Sud au sujet de la Namibie (Sud-Ouest africain) illégalement occupée par le régime raciste et où Vorster veut organiser des élections en maintenant son occupation militaire. Il a sommé le gouvernement de Pretoria d'accepter le plan occidental : « Si le gouvernement sud-africain rejetait les propositions raisonnables de

réglement présentées par les cinq pays occidentaux membres du Conseil de Sécurité de l'ONU et agissait unilatéralement, ce serait une indication sérieuse de son refus de se conformer aux résolutions de l'ONU ». Ce n'est pas ce blâme moralisant qui risque de faire reculer Vorster.

De son côté, Sam Nujoma, dirigeant de la SWAPO, organisation du peuple du sud-ouest africain, a déclaré que les propositions des cinq pays occidentaux sur la Namibie sont inacceptables, étant donné qu'elles ne mentionnent pas la souveraineté de la Namibie sur Walvis Bay. Walvis Bay, principal port de la Namibie a été annexé par Pretoria l'année dernière.

**Lille**

**RÉPONSE AU CONSEILLER  
SIONISTE DU PS**

Suite à la publication, dans les colonnes de certains quotidiens régionaux, le jeudi 30 mars, de la lettre adressée par Monsieur Samy Bochner au Préfet de police, lettre concernant la manifestation du samedi 25 mars à Lille contre l'agression israélienne au Sud Liban, les organisations arabes et françaises, ayant appelé à cette manifestation et directement mises en cause par Monsieur Samy Bochner, tiennent à faire la mise au point suivante.

1 - Monsieur Samy Bochner semble ignorer que la manifestation était organisée, entre autres, par le comité de soutien à la Résistance palestinienne, composé, en sa majorité, de français et par l'Union générale des étudiants de la Palestine. Monsieur Samy Bochner ne reconnaît-il donc pas l'existence du peuple palestinien et sa juste lutte ?

2 - Cette manifestation avait pour but, d'une part de soutenir la juste cause du peuple palestinien luttant pour libérer sa patrie, la Palestine, et d'autre part, de dénoncer l'agression israélienne au Sud Liban. Il ne s'agissait donc en aucun cas d'une incitation à la « haine raciale », comme essaie de le faire croire Monsieur Samy Bochner (par ailleurs bien silencieux lors du meeting tenu par Le Pen) en inventant de toutes pièces le slogan « israéliens = nazis », mot d'ordre dont ne se réclame aucune organisation, y compris les organisa-

**Une intervention de Samy Bochner  
à propos de la manifestation  
anti-israélienne à Lille**

Nous publions intégralement le contenu d'une lettre adressée à M. le Préfet de police, par Samy Bochner, conseiller municipal de Lille à propos d'une manifestation anti-israélienne qui s'est déroulée samedi à Lille.

« Monsieur le Préfet, J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le caractère « insolite » de la manifestation organisée à Lille samedi dernier, par plusieurs centaines de personnes contre « l'agression israélienne au Liban » et « l'extermination du peuple Palestinien » ainsi que l'indiquent les affiches apposées sur les murs de la ville.

1. N'est-il pas contraire à l'ordre public que des étrangers manifestent en France, lorsque l'appel à la manifestation était lancé notamment par des étudiants du Liban, de Tunisie, du Maroc, de Jordanie, d'Irak, etc., qui, sans erreur de ma part, sont tenus d'une obligation de réserve dans le pays qui les accueille ?

2. Si néanmoins vous avez cru devoir autoriser cette manifestation au nom de la liberté d'expression, sous prétexte qu'elle était soutenue par diverses organisations que le P.S.U., la L.C.R., l'O.C.T., etc., n'avez-vous pas été en fait abusé par ces derniers, quant au caractère réel de la manifestation, lorsque l'autorisation en a été sollicitée de vos services ?

En 1978, un tel abus de confiance fut commis par le P.S.U. qui avait sollicité et obtenu du maire

**NOS PETITES  
ANNONCES LOCALES**

Recherche pour le 1er juin 78  
**F 4 ou F 3 ou maison à louer**  
1000 TTC sur Lille ou environs.  
M. VAN DAELE Michel,  
Les Chardonniers, 1-1, rue Dr  
Léonard à Wattignies.

de Lille l'utilisation de la salle du Conservatoire pour un meeting dont l'objet ne fut pas annoncé et dont on apprit par les affiches placardées quelques jours avant la date prévue, qu'il s'agissait en réalité d'un meeting de « soutien à la résistance palestinienne » ainsi que M. Eredine Kalak, représentant de l'O.L.P. à Paris.

3. De ce fait, n'envisagez-vous pas d'interdire à l'avenir de telles manifestations qui constituent une véritable incitation à la haine raciale, à en juger par les slogans entendus, tels que « sionisme = racisme » « Israéliens = Nazis », sans parler des pancartes et slogans en langue arabe dont on peut toutefois imaginer la teneur.

Dans l'attente de vous lire et avec mes remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération.

**Samy BOCHNER,**  
conseiller municipal.

tions palestiniennes. Par contre, nous nous permettons de rappeler à Monsieur Samy Bochner que l'assimilation du sionisme au racisme et à la discrimination raciale est une résolution de l'ONU, adoptée par l'écrasante majorité des pays membres.

3 - Nous nous élevons énergiquement contre le fait que M. Bochner, conseiller municipal socialiste, mette en cause, de façon extrêmement grave, le droit d'expression et d'organisation des étrangers en France. Le

parti socialiste ne réclame-t-il plus le droit d'expression et d'organisation pour les étrangers ? De plus, M. Bochner semble être gêné de voir dans la rue des banderoles rédigées en langue arabe ; considère-t-il qu'il s'agit là d'une langue de race « inférieure » ?

4 - Par ailleurs les organisations françaises s'étonnent que M. Bochner ait recours, pour servir sa cause, à une instance (le préfet de police) dont le parti auquel il appartient réclame la suppression.

- Comité de soutien à la Résistance palestinienne (CSRP)
- Union générale des étudiants de la Palestine (GUPS)
- Union générale des étudiants de Tunisie (UGET CSP)
- Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM)
- Union nationale des étudiants de Jordanie (UNEJ)
- Union nationale des étudiants d'Irak (UNEI)
- Etudiants progressistes libanais (UPL)
- PSU - LCR - CDDVTI - OCT - PCR - HR



## PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 5 avril

TF 1

19 h 40 - Eh bien raconte  
19 h 55 - Tirage loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête. *Chasse aux Tuileries*  
22 h 00 - Emission médicale. Monica, Christophe et d'autres. *Le cancer*  
23 h 00 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Question de temps. *Magazine d'actualité de J.P. Elkabbach. Vingt quatre heures à pépéruit.*  
21 h 40 - Alain Decaux raconte... *La bataille de l'eau lourde*  
22 h 25 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. *SOS Amitié*  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La marche sur Rome. *Film italien de Dino Risi en version française. Comédie politique.*  
21 h 50 - Journal  
22 h 05 - Ciné regards. *Festival du film d'humour à Chamrousse. Portrait de J. Tati.*

Jeudi 6 avril

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 25 - Un, rue sésame  
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or  
19 h 40 - Eh bien raconte !  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Jean-Christophe. *Les amis*  
21 h 20 - Les ailes du tigre  
22 h 30 - Dupont lajoie. *Film français de Yves Boisset*

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur... *Peintres et sculpteurs de toujours*  
18 h 25 - Dessins animés  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Johanne et ses vieux. *Dramatique canadienne*  
22 h 05 - Légendaire. *Les petits secrets*  
22 h 40 - Spécial buts  
22 h 50 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 20 - Actualités régionales  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - L'ordinateur des pompes funèbres. *Film français de Pirès. Comédie d'humour noir*  
21 h 55 - Journal  
22 h 10 - Un événement.

## La technique de Super-Phénix remise en cause ?

● Depuis longtemps des scientifiques ont exprimé leurs craintes sur le fonctionnement du réacteur Super-Phénix en construction à Malville. Malgré les pannes survenues au prototype Phénix, les autorités en la matière c'est-à-dire le CEA, NOVATOM (le constructeur), la MERSA (le commanditaire) et l'EDF balayaient ces arguments en prétendant que tous les calculs avaient été faits et excluaient tout risque d'accident contaminant pour l'extérieur. Le

La filière choisie par la France pour les réacteurs à neutrons rapides est celle de refroidissement par sodium fondu. On fait que ce métal est très oxydable, réagit vivement avec l'eau et s'enflamme en présence d'oxygène lorsqu'il est liquide. Cependant, sa forte chaleur massique en fait un très bon « évacuateur » de chaleur. Pour transformer de l'eau en vapeur et faire fonctionner des turbines, en fonctionnement normal, pour évacuer la chaleur produite par le plutonium et les produits de fission en cas de panne ou d'incident. Tous les problèmes de sécurité tournent donc autour de la capacité des circuits de sodium à évacuer suffisamment vite une chaleur qui pourrait rapidement faire fondre le cœur du réacteur et libérer ainsi des tonnes de produit radioactif. Le sodium circule dans deux circuits. L'un dit primaire, plonge dans la cuve du réacteur et transmet sa chaleur à un second théoriquement non contaminé par l'intermédiaire de quatre échangeurs (tombés en

panne sur phénix). Le sodium secondaire circule grâce à quatre pompes, et transmet sa chaleur à un circuit eau-vapeur. Tout incident sur l'un des circuits se répercute nécessairement sur les autres. Aussi en cas de défaillance des échangeurs sodium/eau, un échangeur sodium/air est-il prévu ?

L'accident le plus grave imaginable à propos des circuits, est celui de la mise hors d'état simultanée de toutes les pompes et de tous les échangeurs. Il a été retenu par le Service Central de sûreté des installations nucléaires. On peut penser que la probabilité d'un tel accident est quasi-nulle, dans la mesure où ces circuits sont indépendants. L'expérience a montré qu'il faut se méfier des causes d'accidents en l'apparence indépendantes. L'incident survenu à la centrale américaine de Brown Ferry a en effet montré que l'intervention humaine pouvait supprimer cette indépendance. Selon les premiers calculs, la structure du

gouvernement ratifiait cette position l'été dernier en réprimant dans le sang la manifestation de Malville.

Hors selon un document publié par le GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) d'importantes modifications auraient été apportées au projet pour résoudre des problèmes de sécurité précisément. Des premiers calculs n'étaient pas justes...

cœur devait permettre, dans cette hypothèse extrême, l'évacuation de la chaleur. Le seul problème de ces calculs, comme l'ont plusieurs fois souligné des scientifiques du CUG-SPAN, est qu'ils utilisent pour certaines données des extrapolations du réacteur Phénix dont rien d'indiquer qu'on puisse les extrapoler. Précisément, l'expérience faite au Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble a conduit à modifier certains paramètres de ces calculs. Les nouveaux calculs obligent à revoir la conception même de la cuve qui devra être plus résistante, et pour cela est construite en acier inoxydable, moins bon évacuateur de chaleur que l'acier noir prévu. Il a donc fallu modifier la conception des circuits primaires et secondaires de sodium, en ajoutant 4 échangeurs supplémentaires et des conduits d'évacuations spéciaux.

Au delà des polémiques techniques qu'il est difficile de mener, à propos de calculs dont seuls les constructeurs ont les don-

nées, on est en droit de se poser quelques graves questions :

● Pourquoi le constructeur, et par conséquent le gouvernement, n'ont-ils pas fait connaître les modifications apportées ? Le Conseil sur l'Energie nucléaire créé il y a quelques mois par Giscard n'en a même pas été informé.

● Quelle confiance peut-on accorder à des organismes qui n'ont cessé de répéter au public que super-phénix ne présenterait pas le moindre danger et dont les certitudes reposaient sur des calculs faux. Les scientifiques et les techniciens qui travaillent sur le projet le font certainement bien, mais aucun d'eux ne dispose de toutes les données nécessaires aux décisions.

● Quelle garantie a-t-on que les nouveaux calculs faits à partir de paramètres tirés d'expériences isolées, simulent effectivement le phénomène qui résulterait d'une panne généralisée ?

Eric BREHAT

## Et l'acier fut trempé

104<sup>e</sup> épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Un jour, un incident se produisit à l'atelier...

— C'est bon, je vais sortir, bien que ça ne soit pas à ton honneur, Tsvétaïev. Je te préviens seulement que si tu réussis quand même à imposer ton point de vue, j'interviendrai demain en assemblée générale, et je suis sûr que tu n'y auras pas la majorité. Tu as tort, Tsvétaïev. Je pense, camarade Khomoutov, que tu dois soumettre cette question au collectif du Parti avant l'assemblée générale.

Tsvétaïev cria d'un air de défi :

— Tu ne me fais pas peur ! Je connais moi-même le chemin, et on y parlera aussi de toi. Si tu ne travailles pas, ne gêne pas les autres.

Ayant refermé la porte, Pavel passa sa main sur son front brûlant et gagna la sortie, à travers les bureaux vides. Dans la rue, il respira à pleins poumons, alluma une cigarette et se dirigea vers la maisonnette de la colline Baty où habitait Tokarev.

L'ajusteur était en train de dîner. Il fit asseoir Kortchaguine.

— Alors, raconte un peu les nouvelles. Daria, apporte lui de la kacha (1).

(1) Plat national russe : bouillie de grains farineux (sarrasin, millet, etc.). (N.d.T.)

Daria, la femme de Tokarev, grande et bien en chair, tout le contraire de son mari, posa devant Pavel une assiette de kacha de millet et, s'essuyant la bouche avec un tablier immaculé, dit gentiment :

— Mange, mon petit.

Autrefois, quand Tokarev travaillait aux ateliers, Kortchaguine venait souvent passer la soirée chez lui ; mais depuis son retour à la ville, c'était la première fois.

Le vieil ajusteur écouta attentivement Pavel, sans dire un mot, manœuvrant activement sa cuiller, bougonnant parfois entre ses dents. Ayant terminé sa kacha, il se passa un mouchoir sur la moustache et se râcla la gorge.

— Tu as raison, c'est sûr. Nous aurions dû régler cette situation depuis longtemps. Les ateliers sont le principal collectif de l'arrondissement, et c'est par là qu'il faut commencer. Alors, tu as eu un accrochage avec Tsvétaïev ? Dommage. Il aime à se faire valoir, mais toi, tu savais travailler avec les gars... A propos, qu'est-ce que tu fais aux ateliers ?

— Je suis à la production. Je me remue un peu partout. Dans ma cellule, je dirige le cercle d'études.

— Et au bureau du collectif ?

Kortchaguine se troubla.

— Les premiers temps, pendant que je n'étais pas encore très costaud, et aussi parce que je

voulais étudier un peu pour moi, je n'ai pris officiellement aucune tâche de direction.

— Ça, par exemple, s'exclama Tokarev, visiblement mécontent. Tu sais, fiston, la seule chose qui t'évite un bon savon, c'est la santé encore faiblarde. Et maintenant, comment te sens-tu ? Ça va mieux ?

— Oui.

— Bon. Eh bien, il va falloir démarrer. Ce n'est pas le moment d'enfiler des perles. Où as-tu vu ça, qu'on puisse faire quelque chose de positif en restant sur la touche ? Mais n'importe qui te le dira : tu fais les responsabilités, et tu ne peux rien répondre. Arrange ça dès demain. Quant à Okounev, je vais lui tirer les oreilles, conclut Tokarev avec une note de mécontentement dans la voix.

— Ne t'en prends pas à lui, intervint Pavel, c'est moi qui lui ai demandé de ne pas me coller de tâches.

Tokarev sifflota, méprisant :

— Tu lui as demandé, et lui a accepté ? Vous êtes vraiment extraordinaires, vous autres, au Komsomol. Enfin, passons... Allons, fiston, lis-moi donc les journaux comme autrefois... Mes yeux ne sont pas bien vaillants.

Le bureau du collectif du Parti approuva l'opinion de la majorité du bureau du Komsomol. Une tâche importante et difficile fut assignée aux membres des deux collectifs : donner par leur travail personnel l'exemple de la discipline. Tsvétaïev en prit pour son grade. Il essaya tout d'abord de le prendre de haut, mais, mis au pied du mur par l'intervention du secrétaire Lopakhine, un homme déjà âgé au visage pâle et jauni par la tuberculose qui le minait, il céda et reconnut partiellement son erreur.

(à suivre)



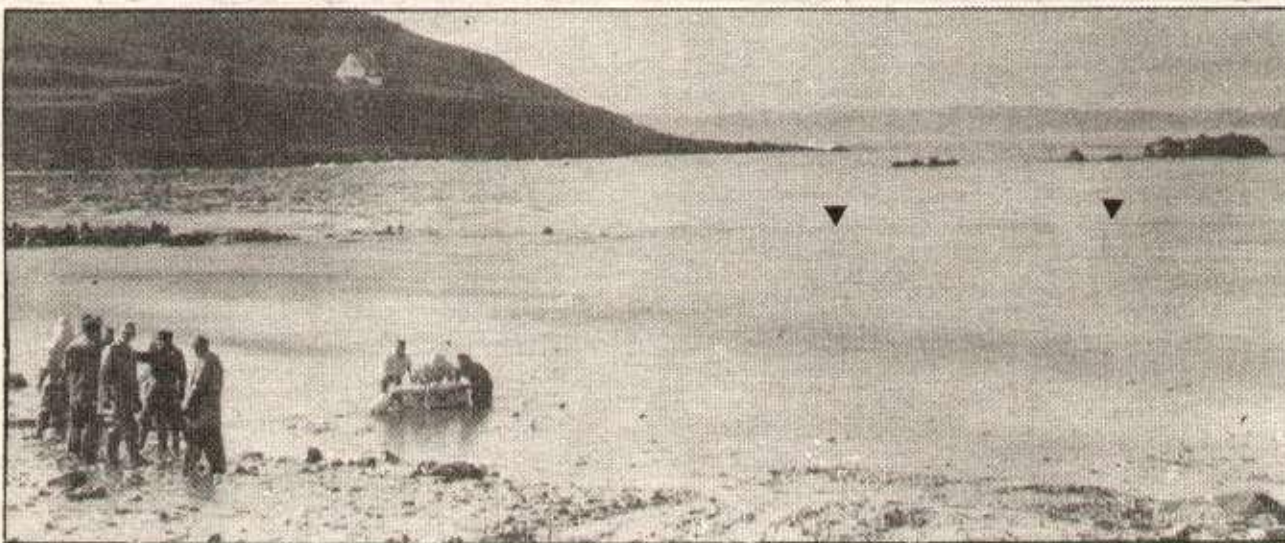
# LA BRETAGNE N'EST PAS UNE POUBELLE



▲ BREST «Le pouvoir aux travailleurs pas aux pollueurs !»...  
Les jeunes du comité anti-marée noire

◀ LOCQUEMEAU  
Une solidarité  
bien intéressée...  
Berliet ne perd pas  
le sens des affaires !

▶ St MICHEL EN GREVES  
Les Côtes bretonnes,  
souillées comme cela,  
sur 200 km...



▲ LOCQUEMEAU  
Là, la couche de pétrole,  
atteignait un mètre cinquante d'épaisseur



Reportage photo  
des envoyés  
spéciaux  
du journal  
de l'UCJR  
**Rebelles**

◀ St BRIEUC  
Le comité anti-marée  
noire dénonce l'incurie  
gouvernementale



▲ BREST  
Le cortège des marins-pêcheurs : «la Bretagne n'est pas une poubelle !»